



CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Document de travail No. 88

(Ex-Document Technique No. 88)

LA FAISABILITÉ POLITIQUE DE L'AJUSTEMENT DANS LES PAYS AFRICAINS

par

Christian Morrisson, Jean-Dominique Lafay et Sébastien Dessus

Realisé dans le cadre du programme de recherche:
Contexte politico-administratif et esprit d'entreprise



Document technique N°88

“La faisabilité politique de l’ajustement dans les pays africains”, par C. Morrison, J-D Lafay et S.Dessus, réalisé dans le cadre du programme de recherche sur le contexte politico-administratif et esprit d’entreprise, novembre 1993

Certains tableaux de ce document ne sont pas reproduits pour des raisons techniques. Se référer à la version papier du document.

1

Table des matières

Remerciements	6
Résumé	7
Préface	9
<i>Introduction</i>	11
<i>Section 1</i> Le modèle politico-économique	13
Figure 1	24
Figure 2	25
Figure 3	26
<i>Section 2</i> Le traitement des données	27
Tableau 1	32
<i>Section 3</i> Présentation et estimation du modèle	33
Tableau 2 (a)	44
Tableau 2 (b)	45
Tableau 2 (c)	46
<i>Section 4</i> Les enseignements des simulations	49
<i>Section 5</i> Les effets spécifiques des mesures de stabilisation	59
Tableau 3	64
Tableau 4	65
<i>Conclusion</i>	67

<i>Bibliographie</i>	71
Annexe 1 - Classification des événements politiques et économiques.....	75
Annexe 2 - Econométrie du modèle politico-économique.....	78
Annexe 3 - Simulations de référence.....	82
Annexe 4 - Simulations 1 à 16.....	83

Remerciements

Ce document a été rédigé dans le cadre du projet sur la faisabilité politique de l'ajustement, projet réalisé grâce au concours financier du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas et nous tenons à lui exprimer notre gratitude pour son soutien.

Nous souhaitons également témoigner de notre reconnaissance envers les collègues qui ont bien voulu commenter les versions préliminaires de ce document : F. Bourguignon, B. Frey, R. Eichenberger et M. Paldam. Nous avons une dette particulière envers T. Magnac qui a joué un rôle déterminant, par ses conseils, pour la mise au point de la méthode d'estimation du modèle et nous le remercions vivement pour son aide.

Résumé

Il est désormais admis qu'on ne peut pas mettre au point un programme d'ajustement sans tenir compte des réactions politiques qu'il peut susciter. Les expériences malheureuses de pays où les troubles provoqués par des mesures de stabilisation ont entraîné des dizaines, voire des centaines de morts, en ont convaincu tous les responsables politiques. Ceci a conduit à construire un modèle politico-économique adapté aux pays en développement. On a ensuite appliqué ce modèle à 23 pays africains sur la période 1980-1990. Les résultats des estimations s'avèrent satisfaisantes : l'ensemble des variables endogènes, qu'elles soient économiques ou politiques, peuvent être expliquées de façon précise et les coefficients obtenus prouvent qu'il existe des interactions importantes entre la sphère politique et la sphère économique. Il est assuré par exemple que les troubles résultent en partie des mesures de stabilisation.

A partir d'une simulation de référence, on a ensuite estimé les effets politiques et économiques de diverses mesures comme une intervention du FMI, une augmentation de l'aide ou une dévaluation du franc CFA. Une telle approche, qui intègre d'une manière cohérente facteurs politiques et facteurs économiques, permettrait de mieux guider la mise au point des programmes de stabilisation dans les pays africains, que l'approche dichotomique habituelle où l'on choisit une mesure économique sans connaître ni prendre en compte ses effets politiques.

Préface

Dans le cadre du programme de recherche 1990-92 sur *contexte politico-administratif et esprit d'entreprise*, le Centre de Développement a mené à bien un projet de recherche sur la faisabilité politique de l'ajustement. Alors que les aspects économiques, financiers et sociaux des programmes d'ajustement ont donné lieu à de nombreuses études, les conséquences politiques de ces programmes ont moins retenu l'attention, ce qui est paradoxal parce que les troubles suscités par certaines mesures ont souvent obligé des gouvernements à modifier, voire à interrompre, les programmes en cours. De plus, les études concernant ces aspects politiques gardent souvent un caractère descriptif sans que les variables économiques et politiques soient intégrées dans un cadre cohérent.

Le présent document représente donc une innovation très intéressante du fait que les auteurs ont construit un modèle politico-économique adapté aux pays en développement puis l'ont appliqué à 23 pays africains sur une période longue, de 1980 à 1990. Les résultats de leurs estimations confirment la pertinence de leur hypothèse première, à savoir qu'il existe de nombreuses et significatives interactions entre facteurs politiques et facteurs économiques. Ce modèle leur permet, grâce à des simulations, d'évaluer pour la première fois les conséquences politiques de diverses mesures ou chocs économiques, ou les effets économiques d'événements politiques. Les difficultés de l'ajustement dans les pays africains font que l'application du modèle à ces pays présente un intérêt supplémentaire.

Nul ne peut douter que ces résultats retiendront l'attention des responsables, dans les pays en cours d'ajustement comme dans les organisations internationales, étant donné les conséquences des troubles qui ont été parfois si coûteuses à tout point de vue.

Jean Bonvin
Président
Centre de Développement de l'OCDE
novembre 1993

Introduction

Beaucoup de pays en développement ont engagé dans les années 80 des programmes sévères de stabilisation pour réduire le déséquilibre entre l'offre et la demande et, par suite, des déficits extérieurs devenus insupportables. Ces mesures étaient souvent accompagnées par des programmes d'ajustement structurel destinés à accroître à moyen terme les capacités de production de l'économie. Selon les cas, ces politiques ont été engagées d'une manière indépendante ou sous la pression des organisations internationales.

Les aspects techniques de l'ajustement, entendu au double sens de mesures de stabilisation et de réformes structurelles, comme ses effets sur la distribution des revenus et la pauvreté ont donné lieu à de nombreux travaux. Le Centre de Développement y a notamment contribué en publiant huit ouvrages sur le thème "Ajustement et équité". En revanche, les conséquences politiques de l'ajustement dans les pays en développement ont été rarement étudiées de manière systématique.

De fait, la plupart des analyses sur les relations entre politique et économie ont été consacrées aux pays développés. Le retard des études sur les pays en développement a un caractère paradoxal si l'on songe que c'est dans ces pays et non dans les pays développés que les troubles provoqués par des mesures de stabilisation peuvent entraîner des dizaines, voire des centaines de morts. Les coupures dans les subventions aux produits alimentaires, les augmentations d'impôt sur les biens de consommation, les privatisations d'entreprises publiques ou parapubliques ou de fortes réductions des taux de protection douanière frappent les revenus ou menacent les emplois de groupes bien organisés ou de nombreux ménages en ville. Ces mesures peuvent entraîner des grèves, des manifestations, des émeutes, ou même des tentatives de coup d'État. A leur tour de tels troubles peuvent obliger les gouvernements à changer de politique : de nombreux programmes d'ajustement ont été reportés ou profondément modifiés pour cette raison. Dans ces conditions, il est impossible de considérer la mise au point d'un programme d'ajustement uniquement sous son aspect technique. On doit prendre en compte aussi ses conséquences politiques. Ceci implique un modèle politico-économique qui considère simultanément toutes les interactions entre les deux classes de variables. Depuis une vingtaine d'années, de nombreux modèles de ce genre ont été construits pour les pays développés en se référant notamment à un cycle électoral qui influence les politiques économiques. En revanche, il n'existait pas de modèle conçu spécifiquement pour les pays en développement, ce qui nous a conduit à élaborer un tel modèle en nous référant aux politiques d'ajustement et à le tester à partir d'un ensemble de données économiques et politiques réunies pour 23 pays africains sur la période 1980-90.

La section 1 présente un cadre général pour une analyse politico-économique adaptée aux pays en développement. La section 2 est consacrée aux problèmes de données. Ceux-ci sont particulièrement délicats en l'occurrence pour deux grandes raisons : le caractère qualitatif de plusieurs variables, la difficulté de collecter réunir

des données politiques. On explique dans cette section les solutions choisies pour résoudre ces problèmes. La section 3 présente les estimations obtenues en appliquant ce modèle à 23 pays africains pendant les années 80. Sur cette base, on procède à des simulations dont les résultats sont présentés dans la section 4. Enfin, on met en évidence dans la section 5 les effets spécifiques de mesures particulières de stabilisation, en abandonnant l'approche globale choisie au départ. L'intérêt de cette approche désagrégée est de montrer que l'impact politique des politiques de stabilisation varie beaucoup d'une mesure à l'autre. La conclusion tire de cet ensemble de résultats des leçons pour la préparation de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

Section 1

UN MODÈLE POLITICO-ÉCONOMIQUE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Notre connaissance des interactions politico-économiques dans les pays industrialisés s'est beaucoup enrichie depuis 25 ans grâce à un ensemble de travaux sur les réactions politiques aux indicateurs économiques, les fonctions de popularité et les modèles politico-économiques [pour des points récents de littérature, se reporter, entre autres, à Alesina (1988), Frey et Schneider (1988), Mueller (1989), Borooah et Schneider (1991), Norpoth, Lewis-Beck et Lafay (1991), et Nannestad et Paldam (1992)].

En revanche, on dispose de très peu d'études sur les pays en développement alors que de nombreux faits montrent que les interactions entre le politique et l'économique y sont décisives.

En Afrique notamment, la détérioration de la situation économique au cours des années 80² est allée de pair avec des violences politiques accrues et l'exacerbation des conflits intérieurs. Cette détérioration a eu un impact d'autant plus fort que l'Afrique était un continent déjà très instable politiquement, au point d'être considéré comme la région "par excellence" des coups d'État [cf. Johnson, Slater et McGovan, (1984), O'Kane (1981)].

Dans toutes les régions, et pas seulement en Afrique, on a pu également observer des réactions violentes à certaines mesures de stabilisation, qu'il s'agisse de programmes d'ajustement indépendants ou appliqués dans le cadre d'un accord avec le FMI. A cause de ces réactions, de nombreux médias, partis politiques, groupes de pression (par exemple des syndicats, des églises, des ONG ...) ont régulièrement reproché au FMI de provoquer l'instabilité politique, ou de l'accroître, en imposant aux pays des mesures de stabilisation insupportables pour la population, notamment pour les pauvres. Certes, on peut contester le bien-fondé de ces critiques, comme l'a fait Sidell (1988), qui a montré que cette relation entre les interventions du FMI et les troubles était loin d'être toujours vérifiée empiriquement. Mais l'impact dans les médias de ce type de travail scientifique est négligeable par rapport à celui des critiques des partis politiques et des groupes de pression. Par suite, le FMI fait souvent figure d'accusé dès lors qu'on parle de programmes d'ajustement.

Dans une perspective plus large, les séries de crises financières qui ont frappé les pays en développement depuis 1980 trouvent leur origine dans le processus d'endettement amorcé dès les années 60. Or, comme le montrent Lafay et Lecaillon (1993), il est impossible de comprendre ce dérapage, lié à un recours excessif à

D'après Todaro, (1989 : 585), 22 pays pauvres d'Afrique subsaharienne ont souffert d'une baisse de 16.6 pour cent, en moyen de leur revenu par habitant de 1980 à 1986.

l'emprunt extérieur, sans se référer au contexte politique : le développement d'un vaste secteur public et parapublic, qui fait appel à des concours financiers étrangers, les déficits budgétaires financés par l'émission monétaire et l'emprunt favorisaient certains groupes d'intérêt et certaines forces politiques. En définitive, tant pour comprendre les processus d'endettement et de gonflement excessif du secteur public que pour étudier l'ajustement qui en est la conséquence, une analyse politico-économique est indispensable.

Le modèle politico-économique, qui est présenté ici, s'inspire des modèles construits pour les pays industrialisés et de l'étude pionnière de Frey et Eichenberger (1992) sur les pays en développement. Il permet de représenter d'une manière simple les relations essentielles entre les décisions du gouvernement et les événements, à la fois politiques et économiques, tout en tenant compte du rôle du FMI et de l'aide extérieure.

Les principaux acteurs

Le modèle distingue quatre groupes d'acteurs : les agents économiques ("économie"), les groupes sociaux, les intervenants extérieurs, le gouvernement (un même individu pouvant naturellement appartenir à plusieurs groupes à la fois).

L'"économie" est considérée comme un ensemble de structures simples, conformes à la théorie macro-économique standard, où les agents font preuve de capacités d'anticipation limitées (au mieux, leurs anticipations sont adaptatives). Cette partie du modèle présente seulement deux originalités :

- elle tient compte des conséquences économiques directes que peuvent avoir certains comportements socio-politiques des groupes. Les grèves, les manifestations, les tentatives de coup d'État, par les désorganisations et les craintes qu'elles suscitent, peuvent provoquer une baisse du taux de croissance, des fuites de capitaux, une réduction des aides et des investissements extérieurs. Pour cette raison, les estimations finales retiennent plusieurs variables socio-politiques parmi les facteurs explicatifs de variables comme le taux de croissance du PIB/hab. ou le taux de change ;
- une attention particulière est accordée à l'impact des mesures de politique économique. Ce choix reflète la volonté de centrer l'analyse sur les effets des décisions d'ajustement.

Les individus qui constituent les différents *groupes sociaux* vont chercher à faire prévaloir leurs intérêts de plusieurs manières : par des négociations plus ou moins occultes, par des votes favorables ou défavorables, par des menaces, par des protestations pacifiques, par des émeutes ou même par une insurrection généralisée. Frey (1991) a mis en évidence la logique de calcul individuel qui pouvait inciter à l'adoption d'une forme d'action plutôt qu'une autre (compte tenu des substituabilités et complémentarités techniques entre elles). De nombreux PED sont des régimes autocratiques ou quasi-autocratiques : les élections y sont soit inexistantes soit organisées dans des conditions très éloignées de ce que les démocraties occidentales entendent par un scrutin libre et équitable. Par conséquent, les pressions sur le gouvernement ne peuvent s'exercer que par les formes concurrentes d'activité. Cela donne aux groupes sociaux un rôle central dans le processus politique.

Certains groupes sont mieux placés que d'autres pour négocier leur soutien au pouvoir en place :

- les urbains, dont les coûts d'organisation sont plus faibles, chercheront par des grèves, des manifestations ou des émeutes, à obtenir des décisions favorables. Les ruraux, au contraire, auront plus de difficultés à agir de façon efficace et se réfugieront dans l'économie de subsistance³ ou se contenteront d'un soutien passif aux mouvements de guérilla ;
- dans des secteurs-clés comme les transports (qui assurent le ravitaillement des villes) ou les mines (lorsque celles-ci représentent une source importante de devises) ou dans des branches fortement syndicalisées, les salariés ont un pouvoir de négociation important. En revanche, l'influence d'autres groupes, comme les actifs du secteur informel⁴ ou les enseignants⁵, est souvent très limitée ;
- les fonctionnaires ont la possibilité d'adopter un "comportement sélectif" [Breton et Wintrobe (1982)], c'est-à-dire d'appliquer avec plus ou moins de zèle les politiques d'ajustement. Les agents des impôts et des douanes, qui collectent les revenus de l'État, ou les employés de secteurs parapublics vitaux, comme l'électricité ou les transports ferroviaires, ont un rôle particulièrement déterminant. Enfin, le soutien accordé par les forces de l'ordre (armée et police) en cas de troubles est aussi, pour des raisons évidentes, décisif pour la survie même du

Cette réaction en cas de taxation exagérée sur les cultures d'exportation et de pénurie pour les biens manufacturés en zone rurale est mise en évidence par Berthélemy et Morisson, (1989).

Ou plus exactement "paraformel" puisqu'il s'agit de micro-entreprises (moins de dix actifs) qui fonctionnent en partie dans la légalité, en partie en dehors.

Les universitaires peuvent inciter les étudiants à manifester par leurs discours et surtout en faisant grève. Or les manifestations d'étudiants sont très difficiles (ou très coûteuses) à réprimer en termes politiques, étant donné le soutien dont bénéficient les étudiants dans l'opinion, les médias et à l'étranger.

gouvernement.

Dans certains cas, l'influence d'un groupe résulte moins de sa position particulière que de son importance numérique. Pour cette raison, des populations qui ont en principe un poids politique moins important, comme les populations urbaines pauvres ou à revenu modeste, peuvent constituer une menace pour le gouvernement si, par exemple, une hausse brutale des prix des produits alimentaires les conduit à des réactions de désespoir.

Compte tenu du niveau d'agrégation retenu pour le modèle et de l'information disponible, il n'est pas possible de retracer dans le détail les modalités de l'action des groupes. On supposera que cette action peut être résumée par les grèves, les manifestations plus ou moins violentes et les tentatives de coup d'État.

L'influence des agents extérieurs dans le système politico-économique des PED se manifeste soit par l'aide apportée par différents pays ou organismes internationaux, soit par la conditionnalité imposée par le FMI en contrepartie de son soutien financier. Les décisions de ces différents agents peuvent être interdépendantes. En particulier, la signature d'un accord avec le FMI entraîne souvent une augmentation de l'aide des autres donateurs.

Le gouvernement est considéré comme un agent politico-économique au même titre que les autres. Il possède ses propres objectifs et il utilise les différents instruments à sa disposition pour les atteindre au mieux, compte tenu des contraintes de l'environnement. Il s'agit donc de représenter la logique réelle de décision des responsables publics et non de décrire ce qu'un "despote bienveillant" idéal, soucieux uniquement de l'"intérêt public" et du bien-être collectif, devrait faire. En d'autres termes, le modèle intègre, c'est là l'un de ses aspects les plus novateurs, les développements récents de l'économie publique positive et de la théorie du comportement de l'État.

Le comportement du gouvernement

Pour comprendre les décisions réelles de politique économique, il convient d'explicitier les véritables objectifs des individus qui ont la responsabilité des choix publics. Si l'on choisit l'approche la plus large, on peut supposer, avec Frey et Eichenberger (1992), que la fonction d'utilité du gouvernement dépend de deux variables : la "consommation" gouvernementale c_g et la probabilité de maintien au pouvoir p_m :

$$U = U(c_g, p_m)$$

avec $dU/dc_g > 0$ et $dU/dp_m > 0$.

La "consommation" gouvernementale, c_g , doit être entendue au sens large. Certes, le groupe dirigeant peut chercher à s'approprier des ressources publiques pour satisfaire ses intérêts égoïstes purement matériels. Il est ainsi de notoriété

publique que les responsables politiques de certains PED ont accumulé des fortunes immenses tout en menant aux frais de l'Etat un train de vie particulièrement luxueux. Cependant les ressources détournées pour ce motif représentent dans la plupart des cas un pourcentage relativement faible du PNB (même si leur montant se compte parfois en centaines de millions de dollars). En réalité, la composante la plus importante de la "consommation" gouvernementale obéit à d'autres motivations, en particulier à la recherche de prestige personnel, national ou international, ou à la volonté d'imposer une idéologie.

Dans une formulation simplifiée de court terme, on suppose que cg ne dépend que du degré de la répression R exercée par le régime en place:

$$cg = cg(R) \text{ avec } dcg/dR < 0$$

La répression réduit en effet cg de trois façons :

- le gouvernement doit utiliser des ressources qui auraient été disponibles autrement pour une consommation discrétionnaire;
- un gouvernement qui réprime voit son prestige national et international entamé (cas du gouvernement chinois en 1989 par exemple);
- les prêteurs et donateurs internationaux sont incités à réduire leur aide, ce qui, toutes choses égales, oblige à réduire cg . Selon les cas, il peut s'agir soit de faire pression sur le pays qui réprime, pour des raisons humanitaires, soit de tenir compte de la plus grande instabilité politique potentielle que fait anticiper le recours à la répression.

La seconde composante de U , la probabilité de maintien au pouvoir, pm , dépend du soutien politique apporté par la population, mesuré par la popularité S du gouvernement (pourcentage d'opinions favorables dans les sondages), et du degré de répression R :

$$pm = pm(S,R) \text{ avec } dp/dS > 0 \text{ et } dp/dR > 0$$

La fonction d'utilité s'écrit alors :

$$U = U (cg(R), pm(S,R))$$

On suppose enfin que le gouvernement adopte un comportement de rationalité limitée : il "satisfait" à la Herbert Simon au lieu de "maximiser". Tout se passe comme si la décision s'effectuait de façon séquentielle. Dans une première étape, le gouvernement fixe un niveau minimum pour son maintien au pouvoir ($pm > pm$). Il ne cherche à maximiser son utilité qu'une fois cette première condition satisfaite. En supposant que l'utilité supplémentaire apportée par un niveau pm supérieur à pm est négligeable, le problème du gouvernement devient :

$$\text{Max } U (cg(R)) \text{ sous } pm(R,S) > pm$$

Cette formulation simplifie grandement la résolution du problème, sans perte véritable de généralité par rapport à l'hypothèse d'un gouvernement qui maximiserait globalement. De plus, elle est proche du mode réel de décision des dirigeants politiques dont l'information est toujours très imparfaite.

La figure 1 représente ce programme dans le plan R/S : les courbes d'indifférence sont verticales, car U ne dépend pas de S ; pour S donné, le gouvernement maximise son utilité en choisissant le niveau de répression R qui lui assure le niveau pm minimal requis ; entre deux couples répression/soutien lui assurant la probabilité minimale de rester en place, le gouvernement préfère celui pour lequel la répression est la plus faible (R^*/S^* sur la figure 1, plutôt que Ra/Sa).

Dans un premier temps, le gouvernement maximise le soutien que lui apporte la population, puis, dans un second temps, il détermine le niveau minimal de répression compatible avec son maintien au pouvoir.

Dans un univers à deux périodes, (0 = aujourd'hui, 1 = demain), et en se concentrant uniquement sur les conséquences des décisions prises en 0, la fonction de soutien S s'écrit :

$$(2) \quad S = S_0 + (1/(1+\sigma)) S_1 \quad \text{avec} \quad S_0 = S_0(Y_0 - T_0, P_0)$$

$$S_1 = S_1(Y_1(T_0, P_0, E_0))$$

Y_0 est le revenu constaté à la période 0, Y_1 celui anticipé pour la période 1. σ est le taux d'actualisation du gouvernement. Les dépenses publiques P_0 et E_0 sont de deux types. Les premières correspondent à des redistributions purement politiques et ne servent qu'à accroître le soutien de l'opinion à la première période (P pour politique). Les secondes permettent de stimuler la croissance en 1 (E pour économique). Le soutien en 0 dépend du revenu disponible des agents et des dépenses politiques. Le soutien en 1 dépend du revenu Y_1 , qui dépend lui-même des décisions prises en 0 : Y_1 est une fonction croissante des dépenses économiques effectuées en 0, mais une fonction décroissante des deux autres arguments (effet de distorsion des impôts et des dépenses politiques ainsi qu'effet d'éviction).

Par hypothèse, le gouvernement doit seulement décider du niveau des dépenses publiques P_0 et E_0 et de leur financement par l'impôt T_0 ⁶. On suppose de plus qu'il ne peut ni créer de monnaie, ni emprunter. Ses dépenses sont donc uniquement financées par l'impôt :

$$(3) \quad T_0 = P_0 + E_0$$

Le gouvernement maximise le soutien S qui lui est accordé sous la contrainte d'équilibre budgétaire (3). La solution optimale consiste à égaliser le coût politique marginal de l'impôt avec chacun des avantages politiques obtenus par les deux types de dépenses publiques⁷. En d'autres termes, le gouvernement choisit en même temps

Cette restriction est évidemment abandonnée dans le modèle détaillé estimé par la suite. Son intérêt ici, dans le cadre de présentation théorique, est de simplifier l'analyse en mettant de côté les problèmes de choix de dépenses financées endettement ou création monétaire [cf. Lafay et Lecaillon (1993), pour une analyse de ces questions dans le cadre des PED].

Le Lagrangien permettant d'obtenir les conditions de maximisation du soutien actualisé S (équation 2) sous la contrainte d'équilibre budgétaire (équation 3) s'écrit :

$$(i) \quad L = S_0(Y_0 - T_0, P_0) + [1/(1+\sigma)].S_1[Y_1(T_0, P_0, E_0)] + \alpha.(T_0 - P_0 - E_0)$$

Les conditions de premier ordre sont :

$$(ii) \quad \begin{aligned} \delta S_0 / \delta T_0 + [1/(1+\sigma)].\delta S_1 / \delta T_0 + \alpha &= 0 \\ \delta S_0 / \delta P_0 + [1/(1+\sigma)].\delta S_1 / \delta P_0 - \alpha &= 0 \\ [1/(1+\sigma)].\delta S_1 / \delta E_0 - \alpha &= 0 \end{aligned}$$

d'où :

$$(iii) \quad -\delta S_0 / \delta T_0 - [1/(1+\sigma)].\delta S_1 / \delta T_0 = \delta S_0 / \delta P_0 + [1/(1+\sigma)].\delta S_1 / \delta P_0$$

de façon optimale le volume de son budget (le montant des impôts) et son emploi entre dépenses "économiques" (efficaces en termes d'allocation) et dépenses "politiques" (redistributions politiquement utiles).

La figure 1 illustre ce programme dans le plan E/S. On y trace des courbes d'isofiscalité qui, pour un niveau d'impôt fixé, donnent le niveau de soutien en fonction de la répartition entre les deux dépenses E et P. Pour le niveau d'impôt T_a par exemple, la répartition optimale entre les deux dépenses est obtenue en E_a . En reliant les sommets de chacune de ces courbes d'isofiscalité, ou chemin des crêtes, EF, on détermine le niveau d'imposition optimal T^* , et son montant associé de dépenses publiques "économiques" E^* qui permettent d'obtenir un soutien maximal S^* .

Cette solution politiquement optimale n'est pas économiquement optimale. La solution économiquement optimale est donnée par la maximisation du revenu actualisé Y sous contrainte d'équilibre budgétaire (3).

$$(4) \quad Y = Y_0 - T_0 + (1/(1+r)) Y_1 (T_0, P_0, E_0)$$

où r est le taux d'actualisation économique, a priori sans rapport avec le taux d'actualisation politique. La solution de ce programme est obtenue lorsque le coût économique marginal de l'impôt est égal à l'avantage économique marginal des dépenses publiques "économiques". La dépense à caractère politique, qui n'intervient que dans Y_1 et avec un signe négatif, correspond à un pur gaspillage économique. Sa valeur optimale est donc nulle.

Le programme optimal du point de vue économique correspond donc à un montant et à une répartition des impôts différents. Il est forcément sous-optimal d'un point de vue politique.

La figure 2 illustre les effets de l'intervention des acteurs extérieurs, notamment le FMI. Celui-ci propose un plan d'ajustement visant à obtenir la situation économiquement optimale (le point E^* par exemple, sur la figure 2). Cette situation ne permet pas d'obtenir un soutien maximal. Pour maintenir sa probabilité de maintien au pouvoir au-dessus du seuil minimal, le gouvernement doit donc réprimer plus qu'en situation politiquement optimale. La conditionnalité imposée par le FMI lors des programmes d'ajustement est donc source de troubles réels ou potentiels, et, par suite, de répression accrue. Cependant, cette conditionnalité s'accompagne toujours d'un supplément d'aide important⁸. La contrainte budgétaire est relâchée, le

$$(iv) \quad -\delta S_i / \delta T_0 - [1/(1+\sigma)] \cdot \delta S_i / \delta T_0 = [1/(1+\sigma)] \cdot \delta S_i / \delta E_0$$

En d'autres termes, le coût politique marginal actualisé de l'impôt représenté par le terme de gauche des équations (iii) et (iv) doit être égal à l'avantage politique marginal actualisé apporté par des dépenses publiques à caractère politique, représenté par le terme de droite de l'équation (iii) et doit être égal à l'avantage politique marginal actualisé apporté par des dépenses publiques à caractère économique représenté par le terme de droite de l'équation (iv).

Ce qui importe n'est pas le volume de ce prêt mais son effet multiplicateur étant donné qu'il est la condition "sine qua non" p des prêts beaucoup plus importants d'autres organisations, de pays et de banques commerciales et pour des réchelonements la dette.

gouvernement dispose alors du montant $T^- + A$ (A étant l'aide). Graphiquement, ceci correspond à un déplacement vers le haut des courbes d'isofiscalité (le même montant d'impôt est associé à des dépenses économiques plus élevées, $E = T^- + A$, et donc à un soutien plus élevé) et à un déplacement du point extrême de ces courbes, E^- , vers le Nord-Est.

Tout dépend alors de la hauteur du nouvel équilibre E^{-1} par rapport à E^* , point politiquement optimal. Si l'aide est suffisamment forte pour compenser la perte de soutien engendrée par l'application d'un programme d'ajustement, le gouvernement ne peut qu'y souscrire. Dans le cas contraire, tout dépendra des anticipations du gouvernement. Celui-ci peut accepter des conditions d'ajustement qui diminuent son utilité, s'il a l'espoir, au moment de la mise en oeuvre du programme, de pouvoir négocier des aménagements lui permettant d'atteindre de nouveau un niveau de soutien égal à celui obtenu en E^* (être en E^1 sur la figure 2). Ces aménagements consistent en fait à pouvoir allouer une partie du budget à des dépenses à caractère politique.

Cette analyse du comportement des gouvernements montre que, contrairement à certaines critiques, ceux-ci n'agissent pas habituellement d'une manière irrationnelle, incompétente, voire malhonnête s'ils ne respectent pas leurs engagements. En réalité, les gouvernements des PED exercent le pouvoir dans un cadre institutionnel différent de celui des pays développés et sont soumis à de multiples contraintes propres à ces pays. Dès lors qu'on tient compte de ces facteurs politiques spécifiques, on comprend mieux des comportements et des décisions qui paraissent surprenants si on les juge uniquement en fonction de critères économiques, ce qui est parfois la tendance des pays donateurs ou des agences d'aide.

Les relations entre les principaux acteurs

On présente enfin les relations entre les principaux acteurs. La structure choisie pour ces relations est essentielle puisqu'elle a servi de base au modèle politico-économique exposé section 3. La figure 3 résume ces relations entre les quatre catégories d'acteurs concernés par l'ajustement : le gouvernement, les groupes sociaux, l'extérieur et l'économie.

Le gouvernement peut prendre des mesures économiques ou des mesures politiques :

- les premières concernent soit l'économie en général (dépenses de fonctionnement et d'investissement, politique monétaire, politique du taux de change), soit des groupes particuliers (subventions, sursalaires ou mesures fiscales spécifiques) ; ces mesures sont populaires ou impopulaires selon qu'elles améliorent ou détériorent la situation à court terme de la population ou de certains groupes. Dans un premier temps, pour simplifier l'analyse, on a agrégé l'ensemble des mesures économiques. Par la suite (section 5), nous procédons à une analyse

- désagrégée en distinguant les mesures, selon la nature technique de chacune et/ou selon les personnes qu'elles concernent
- les mesures politiques, comme les mesures économiques, peuvent être populaires (libéralisation) ou impopulaires (répression). La flèche 4 (figure 3) indique les effets de mesures politiques ou de mesures économiques vis-à-vis de certains groupes sur la situation politique. Réciproquement, la flèche 2 correspond à l'effet de cette situation politique sur les politiques gouvernementales ; ainsi des manifestations, des émeutes vont entraîner des mesures de répression. Mais les mesures économiques globales agissent aussi sur la situation politique ; en effet elles influencent la situation économique (flèche 3) et la population réagit à celle-ci (flèche 9). Le gouvernement par ailleurs doit tenir compte de la situation économique lorsqu'il prend des décisions comme l'indique la flèche 1. Le cas le plus évident est celui où les difficultés de balance des paiements l'obligent à prendre des mesures économiques impopulaires comme la réduction des dépenses de fonctionnement, d'investissement ou des subventions. La situation politique peut aussi influencer directement la situation économique (flèche 8) : par exemple, de longues grèves ont une incidence directe sur le taux de croissance du PIB.

L'introduction d'agents extérieurs ajoute plusieurs relations à ce schéma. Par définition, la conditionnalité signifie une influence directe du FMI sur les politiques économiques du gouvernement (flèche 5). Les agents extérieurs réagissent à la situation économique du pays et en particulier à la crise financière (flèche 6) ; ils peuvent aussi réagir à la situation politique, par exemple réduire l'aide s'ils condamnent une sévère répression (flèche 7). Ils modifient enfin directement les indicateurs économiques (notamment les indicateurs d'aide et d'endettement) en intervenant financièrement (flèche 10).

Parmi l'ensemble des relations représentées dans la figure 3, on peut distinguer trois blocs de relations :

- le premier explique comment les indicateurs économiques et les événements politiques dépendent des mesures prises par le gouvernement et de décisions des donateurs ou du FMI. Par exemple, des mesures économiques impopulaires, comme la suppression de subventions alimentaires, entraînent un fort mécontentement de la population urbaine et des manifestations. Une mesure comme la réduction du taux de croissance de la masse monétaire diminue le taux d'inflation. Les prêts extérieurs augmentent le taux d'endettement mais peuvent stimuler la croissance du PIB. L'ensemble de ces relations font appel soit à la théorie macro-économique standard soit à des hypothèses simples sur les réactions politiques.
- le second bloc montre comment le gouvernement réagit aux événements politiques et aux indicateurs économiques par des mesures politiques et économiques. Il correspond à des fonctions de réaction

politico-économiques. Ainsi un gouvernement réagit à des manifestations par la répression ou il réagit à un déficit élevé de la balance des paiements et aux conditions liées par le FMI à un prêt par des mesures économiques impopulaires.

- enfin le troisième bloc concerne le FMI et l'aide. On aurait pu expliquer les décisions du FMI [cf. Vaubel (1991), Lafay et Lecaillon (1993) pour de telles tentatives], mais on a préféré considérer le nombre d'interventions du FMI comme une variable exogène (sur les raisons de ce choix, cf. section 3). En revanche, l'aide est une variable endogène. Le montant de l'aide (en pourcentage du PIB) a été relié à la situation économique intérieure (taux de croissance du PIB, déficit extérieur) et aux interventions du FMI qui jouent, comme on l'a vu, un rôle très important puisqu'un accord avec le FMI conditionne souvent de nouveaux prêts ou dons des pays donateurs.

Si l'on se réfère à la figure 3, on peut vérifier que ces trois blocs correspondent respectivement à trois ensembles de relations ou flèches :

- bloc 1 : flèches 3, 4, 10 et par un effet indirect 9 et 8
- bloc 2 : flèches 1, 2 et 5
- bloc 3 : flèches 6 et 7.

Par ailleurs, la boucle relative aux indicateurs économiques rappelle les relations existant entre ces divers indicateurs. Par exemple, la balance des paiements dépend du taux d'endettement.

On peut lire les interactions décrites par la figure 3 de façon dynamique et mettre en lumière un schéma de cycle politico-économique propre à l'ajustement. En raison d'un grave déficit de la balance des paiements, un gouvernement doit prendre des mesures impopulaires de stabilisation (flèche 1). S'il veut emprunter au FMI, celui-ci va demander de telles mesures (flèche 5). En général ces mesures correspondent à :

- des réductions de dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- des augmentations d'impôts indirects et/ou des réductions de subventions ;
- une politique monétaire plus restrictive ;
- une baisse des salaires et éventuellement des effectifs de fonctionnaires ;
- une dévaluation (excepté s'il s'agit des pays de la zone franc).

En raison de leur impopularité, ces mesures provoquent des grèves et des manifestations directement (flèche 4) ou indirectement (flèches 5 et 9). De tels troubles conduisent à des mesures de répression (flèche 2). Mais, dans beaucoup de pays africains, la répression n'est pas permanente. Après quelques mois, le gouvernement prend des mesures de libéralisation politique (flèche 4) : les prisonniers sont libérés, les journaux interdits sont autorisés, les universités sont réouvertes. Un tel processus est typique de la plupart des pays étudiés, qui sont autocratiques plutôt que démocratiques, mais non totalitaires. Lorsqu'une aide extérieure redonne au gouvernement une marge de manoeuvre, il prend des mesures économiques populaires (flèches 3 et 4) : on assouplit la politique monétaire, on accroît les dépenses publiques, on rétablit certaines subventions. Malheureusement, si les déséquilibres macro-économiques n'ont pas été réduits suffisamment entre temps, ce retour au laxisme risque de faire revenir au point de départ, à savoir à un grave déficit extérieur. En ce sens, la conditionnalité imposée par le FMI a le mérite de contraindre le gouvernement à un processus de stabilisation durable, ce qui évite un processus cyclique qui condamnerait l'économie à la stagnation.

(Les figures 1, 2, 3 ne sont pas reproduites pour des raisons techniques - se référer à la version papier du document)

Section 2

Le traitement des données

Afin de tester le bien-fondé du modèle politico-économique que nous avons présenté, on a constitué une base de données pour 23 pays africains sur la période 1980-90, caractérisée par le nombre très élevé de programmes d'ajustement dans ces pays. Comme ce modèle contient de nombreuses interactions dynamiques, il a paru indispensable de constituer une base de données ayant une dimension temporelle significative. D'une part, les études empiriques sur données transversales, c'est-à-dire à partir d'un échantillon de pays considérés en une année donnée, sont incapables de saisir ce type d'interactions. D'autre part, les séries chronologiques disponibles sur un seul pays ne sont pas assez longues. En effet, la plupart des indicateurs économiques n'existent que sur une base annuelle. La seule solution satisfaisante consistait donc à utiliser un pool de séries chronologiques.

La liste des 23 pays retenus montre leur diversité géographique (pays du Nord de l'Afrique et d'Afrique Sub-saharienne), politique (qu'il s'agisse du type de régime ou de l'idéologie), linguistique et monétaire (10 pays sur 23 appartiennent à la zone franc) : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Côte-d'Ivoire, Égypte, Gabon, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie.

La plupart des pays africains qui ne figurent pas sur cette liste n'ont pas été considérés soit parce qu'ils ont connu des guerres civiles au cours des années 80, soit parce que les informations nécessaires n'étaient pas disponibles sur l'ensemble de la période⁹.

En principe le nombre d'observations est de 23×11 pour chaque variable, mais, étant donné qu'on a utilisé des variables retardées, on perd un an de telle sorte qu'on dispose seulement de 230 observations par variable. Afin d'atténuer le risque d'hétéroscédasticité, on a choisi des variables normalisées (valeur divisée par le PIB en général) ou exprimées en taux de croissance.

Pour les variables économiques (taux de croissance du PIB, taux d'inflation, taux de change, taux d'endettement, importations ou exportations/PIB, balance des paiements/PIB ...) on s'est référé aux World Bank Tables de 1992 et aux World Debt Tables 1991-92 de la Banque mondiale¹⁰. Les statistiques sur le montant de l'aide publique au développement proviennent de l'OCDE. Enfin le nombre d'interventions du FMI par an a été recueilli dans le magazine "Marchés Tropicaux", qui donne chaque semaine des informations en une ou deux pages sur chaque pays.

Il faut rappeler au sujet de ces guerres que souvent elles sont déclenchées par des rivalités ethniques, ou entre chefs militaires qui n'ont aucun rapport avec la politique économique, de telle sorte qu'il serait impossible d'expliquer ces troubles par ces variables économiques.

Pour quelques rares données non disponibles, on s'est référé aux Statistiques Financières Internationales du FMI 1992.

C'est la même source qui a été utilisée pour collecter les données sur la situation politique (grèves, manifestations, coups ou tentatives de coup d'État) et sur les mesures politiques (répression ou libéralisation) ou économiques (dépenses de fonctionnement, d'investissement, subventions, salaires des fonctionnaires, impôts indirects).

A partir de ces données on a calculé sept indicateurs :

- mesures économiques impopulaires
- mesures économiques populaires
- grèves
- manifestations
- tentatives de coup d'État
- mesures de répression
- mesures de libéralisation politique.

L'annexe 1 présente la liste détaillée des mesures ou des événements pris en compte. Dans la plupart des cas, on a utilisé une échelle de quatre valeurs pour coder chaque mesure ou événement (nulle, faible, intermédiaire, élevée). Il est clair qu'une coupure des subventions qui augmente le prix des biens alimentaires sera considérée comme faible ou élevée selon qu'elle atteindra 5 pour cent ou 50 pour cent. La valeur intermédiaire se détermine alors par élimination : l'intensité d'une mesure ne paraît ni faible ni élevée. Dans quelques cas, on a utilisé seulement des valeurs binaires : par exemple une université est, ou n'est pas fermée. On a tenu compte uniquement de l'impact immédiat de chaque mesure sur la popularité du gouvernement. Ainsi la décision de privatiser une entreprise parapublique est considérée comme une mesure impopulaire en raison de ses effets sur l'emploi, même si elle peut ultérieurement stimuler la croissance du PIB. Pour les mesures économiques et souvent pour les mesures politiques, une mesure concernant le même enjeu peut être codée positivement ou négativement. Par exemple, une réduction de 5 pour cent du salaire réel des fonctionnaires sera codée -1, comme mesure économique impopulaire, tandis qu'une augmentation de 5 pour cent codée + 1 représentera une mesure économique populaire. Le classement en fonction du caractère populaire ou impopulaire ne présente généralement pas de difficultés, dès lors que la mesure affecte toute la population dans le même sens. Mais il existe des exceptions, par exemple une hausse du prix au producteur de riz est populaire auprès des agriculteurs et impopulaire auprès des urbains. Dans ce type de cas, très rare sur l'échantillon, on a décidé de se placer du point de vue des populations urbaines.

Chaque mesure a été ainsi codée avec les valeurs + 1, + 2, + 3 ou - 1, - 2, - 3. Pour deux variables, grèves et manifestations, on a retenu la valeur maximum atteinte dans l'année. Pour les autres valeurs, on a agrégé séparément variables positives et variables négatives¹¹. Puis dans une seconde étape, on a réduit à 0-3 la marge de variation, en utilisant la table de concordance suivante :

La procédure de codage tient compte sous certains aspects de la taille du pays. Une grève de cent fonctionnaires est considéré comme moins importante au Nigéria qu'au Togo. Mais, dans d'autres cas, il n'y a pas lieu de normaliser en fonction de la taille. Par exemple, la répression d'une manifestation d'étudiants, qui entraîne la mort de trois d'entre eux, a la même portée politique Nigéria qu'au Togo.

Valeur de l'indicateur	Somme
0	0
1	1
2	2 et 3
3	4 et plus

Cette procédure de codage présente un inconvénient : les résultats dépendent des choix de la personne qui code la mesure ou l'événement. Mais cet inconvénient est atténué par le fait qu'une seule personne a procédé à tous les codages, de telle sorte que, si un biais existe, il est constant. D'autre part, lorsque des gouvernements prennent rapidement des décisions, ils disposent seulement d'une information approximative, beaucoup moins précise et fiable que celle établie plus tard par des historiens. On peut considérer que le caractère approximatif de nos indicateurs de troubles correspond à celui de l'information dont dispose le gouvernement.

Le tableau 1 indique en données brutes des fréquences pour les variables qualitatives ainsi que des moyennes pour les données estimées par notre modèle. Comme on ne peut pas présenter sous forme de moyenne des variables qualitatives, on a donné les fréquences des événements selon que l'intensité de chaque variable est nulle, faible, moyenne ou forte. Comme on le voit, seules les mesures impopulaires sont distribuées d'une manière à peu près égale. Ceci traduit l'importance des déséquilibres macroéconomiques qui ont affecté en permanence les pays africains pendant cette période. En revanche, les fréquences des grèves ou de manifestations d'intensité moyenne ou forte (environ 15 pour cent) sont très inférieures à la fréquence de mesures de stabilisation de même intensité (54 pour cent). Il est probable que seules les mesures d'intensité forte déclenchent des troubles significatifs, et dans une proportion bien inférieure. Alors que les fréquences des grèves diminuent si leur intensité augmente, on note l'inverse pour les manifestations. La fréquence de manifestations graves est le double de celle des manifestations d'intensité moyenne. Ceci montre que l'on contrôle difficilement les manifestations dans les villes africaines. Soit elles restent calmes, soit elles dégénèrent et tournent à l'émeute. Les fréquences de la répression selon l'intensité sont très proches de celles pour les troubles, ce qui prouve que les gouvernements réagissent régulièrement en fonction de la gravité des troubles. Le lien entre répression et libéralisation est moins étroit : les mesures de libéralisation d'intensité moyenne ou forte sont moins fréquentes, ce qui n'est pas surprenant ; les gouvernements répriment automatiquement les troubles, mais hésitent parfois à libéraliser après avoir réprimé.

Les données estimées grâce au modèle montrent la grande diversité de situations selon les pays et selon les années et permettent de voir que l'intensité des troubles varie beaucoup d'un pays à l'autre. Les pays les plus menacés ont été la Sierra Leone, le Kenya, la Zambie et dans une moindre mesure le Nigeria, Madagascar et le Ghana. Certes on trouve ensuite le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, mais il faut souligner qu'aucun pays appartenant à la zone franc ne figure parmi les plus

troublés et que ces pays sont en moyenne nettement plus calmes politiquement que les autres. Les troubles sont manifestement liés aux mesures économiques impopulaires puisque les pays où l'on a pris le plus souvent de telles mesures sont la Côte-d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, Madagascar, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et la Zambie. Les mesures de répression sont souvent fonction de ces troubles : les trois pays où la répression est la plus intense sont en effet le Nigeria, le Kenya et Madagascar.

Les moyennes annuelles présentées pour l'ensemble des pays mettent en évidence l'influence de l'environnement international et des effets de contagion. On note deux périodes d'ajustement et de troubles. La première va de 1983 à 1985, avec un maximum pour les troubles en 1983-84. L'endettement accumulé pendant les années 70, le second choc pétrolier, puis la hausse des taux d'intérêt et du dollar ont acculé beaucoup de pays à la crise financière à partir de 1982/83 et les ont obligés à prendre des mesures économiques impopulaires qui ont entraîné des troubles. Ensuite, la situation s'est nettement améliorée pour plusieurs raisons : baisse du prix du pétrole (excepté pour les pays exportateurs de pétrole de l'échantillon), phase d'expansion prolongée dans les pays de l'OCDE, reprise des prêts pour les pays parvenus à un accord avec le FMI dans les années 1984/85. Mais cet environnement international a cessé d'être favorable à partir de 1989 (fin de la phase d'expansion, hausse du prix du pétrole et baisse des prix de plusieurs produits agricoles exportés par les pays africains), ce qui explique de nombreuses mesures impopulaires en 1990. Celles-ci ont entraîné proportionnellement plus de troubles que les mesures prises en 1984-85 : 1990 est l'année record pour les grèves et manifestations. La chronique des événements par pays établie par le magazine "Marchés Tropicaux" montre clairement que des effets de contagion ont joué un rôle. Les manifestations d'opposition ont été d'autant plus nombreuses et intenses que l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est incitait à contester les gouvernements autocratiques. De plus, les prises de position de certains pays développés en faveur de la libéralisation politique en Afrique ont renforcé les mouvements contestataires.

(Le tableau 1 n'est pas reproduit pour des raisons techniques - ses référer à la version papier du document)

Section 3

Présentation et estimation du modèle

Le modèle économétrique présenté ici s'appuie sur le modèle théorique de la section 1, notamment pour décrire les comportements des gouvernements face aux différents indicateurs économiques et politiques, les conséquences politiques et économiques des décisions prises par ces gouvernements et le rôle des intervenants extérieurs, FMI et donateurs. L'adjonction de relations macroéconomiques standards permet d'obtenir un modèle politico-économique intégré.

Le modèle

Construit sur la base des relations présentées dans la section 1, le modèle politico-économique comporte 15 équations. Conformément à la logique positive retenue, les choix du gouvernement sont le résultat de la maximisation de sa fonction d'utilité, sous la triple contrainte des structures économiques, des réactions politiques de la population et des pressions extérieures. En d'autres termes, les variables représentatives de la politique publique sont expliquées de façon endogène. Pour cette raison, le nombre de variables exogènes est faible (5). L'identification du modèle est alors assuré par l'introduction de variables endogènes retardées. Outre les variables de politiques publiques, les principaux indicateurs économiques et politiques sont expliqués. On obtient alors un ensemble d'équations économétriquement estimable. Les équations sont présentées ici de manière générique. Leur forme mathématique définitive sera déterminée par l'estimation empirique.

Les variables du modèle sont les suivantes :

Variables endogènes

- Y : taux de croissance du produit intérieur brut par habitant en volume
- I : taux d'inflation
- M1 : taux de croissance de la masse monétaire au sens M1 (moyens de paiements)
- P : variation relative du taux de change (monnaie locale/dollar)
- M : importations/PIB
- X : exportations/PIB
- CC : compte courant de la balance des paiements avant transferts officiels/PIB
- D : dette totale extérieure/PIB
- A : aide publique au développement/PIB

- Mp : mesures économiques populaires
- Mn : mesures économiques impopulaires
- Mr : mesures de répression politique

MI : mesures de libéralisation politique
Gr : grèves
Ma : manifestations

Variables exogènes :

Coup : nombre de tentatives de coup d'État (réussies ou manquées)
FMI : nombre d'interventions du Fonds Monétaire International
locde : taux d'inflation des pays de l'OCDE
Yocde : taux de croissance du PIB des pays de la zone OCDE Europe
FF\$: variation relative du taux de change Franc Français/Dollar US.

Il convient de noter que les interventions du FMI sont considérées comme exogènes au modèle. Ce choix est justifié par le fait qu'à situation économique défavorable donnée, un gouvernement peut choisir d'ajuster seul, ou avec l'aide du FMI, comme on l'a observé dans les années 80. On notera également l'absence de variables comptables représentatives du budget public. Ces variables fluctuent sous l'influence de nombreux facteurs autres que les décisions du gouvernement, sans qu'il soit possible d'attribuer à chaque facteur sa contribution respective. Au contraire, les indicateurs qualitatifs de mesures économiques que nous avons retenus (Mn et Mp), présentent l'avantage d'isoler précisément la partie discrétionnaire de la politique économique. De plus le manque de données sur les budgets publics africains de la décennie 1980 obligeait dans la pratique à ce choix.

Le modèle peut être décomposé en deux grands groupes d'équations. Le premier explique les indicateurs économiques et politiques en fonction des mesures gouvernementales et de l'aide extérieure. Le second décrit les fonctions de réaction du gouvernement aux indicateurs économiques et politiques qu'il perçoit. A ces deux blocs s'ajoute une équation explicative de l'aide.

Parmi les indicateurs, on distingue les indicateurs économiques des indicateurs politiques. Les **indicateurs économiques** peuvent s'écrire ainsi, en six équations :

- (1a) $Y = Y (Mn, Mp, Gr, Ma, A)$
- (1b) $I = I (M1, P)$
- (1c) $X = X (Yocde, P)$
- (1d) $M = M (Y, P)$
- (1e) $CC = CC(XM, M, D)$
- (1f) $D = D (Mn, Mp, CC, FMI)$

Les mesures économiques gouvernementales négatives en termes de popularité (M_n pour la stabilisation) ou positives (M_p pour la relance de l'activité) influencent le taux de croissance du PIB, Y . A priori, les grèves et manifestations, Gr et Ma , réduisent l'activité et entravent les échanges. L'aide, A , favorise la croissance du PIB/hab. Cette spécification du taux de croissance permet de tester, toutes choses égales par ailleurs, l'influence des décisions et comportements politiques de chacun des agents sur le revenu, comme dans le modèle théorique.

Le taux d'inflation dépend du taux de croissance de la masse monétaire (au sens strict M_1) et du taux de change afin de rendre compte par cette variable de l'inflation importée.

Les équations relatives aux échanges extérieurs X et M sont des équations de demande, fonctions du revenu et des prix relatifs. Le compte courant de la balance des paiements avant transferts, CC , est égal au solde de la balance commerciale moins le service de la dette.

L'équation de dette, D , peut être considérée comme la forme réduite d'un sous modèle implicite, incluant simultanément des facteurs d'offre et de demande. En général, on suppose que l'endettement des pays africains a été contraint par l'offre dans la décennie étudiée, selon une logique de déséquilibre appliquée aux marchés financiers [Eaton, Gergovitz, Stiglitz, (1986)]. Le volume des prêts accordés dépend alors plus de la solvabilité anticipée du débiteur que du taux d'intérêt. Celle-ci dépend des politiques économiques observées (M_n , M_p). Un pays qui maîtrise son inflation, prend des mesures de stabilisation, et a signé un accord avec le FMI présente des garanties de solvabilité plus importantes. Toutefois, les facteurs de demande peuvent prédominer, si le pays contracte comptablement un nouvel endettement, sans l'accord des bailleurs, en n'assurant pas le service de sa dette. La cause peut en être un solde extérieur fortement déficitaire, CC .

Les **indicateurs de la situation politique** sont résumés par les grèves et les manifestations.

$$(1g) \quad Gr = Gr(M_n, M_p, Y, I)$$

$$(1h) \quad Ma = Ma(M_n, M_p, Y, I)$$

Les grèves et les manifestations dépendent des mesures économiques populaires et impopulaires, et de la situation macroéconomique, résumée par le taux de croissance du revenu par habitant et le taux d'inflation.

Les mesures économiques et politiques du gouvernement sont décidées en fonction des situations économiques et politiques. Le gouvernement peut prendre trois types de **mesures économiques** qui correspondent aux politiques budgétaire, monétaire et de change. Le modèle théorique de la section 1 est donc enrichi par deux instruments nouveaux. On notera que la spécification retenue pour la fonction de politique monétaire est double, suivant le régime de change auquel est affiliée la nation concernée.

- (2a) $M_n = M_n(D, Y, I, A, Gr, Ma, FMI)$
- (2b) $M_p = M_p(D, Y, I, A, Gr, Ma, FMI)$
- (2c) $M1 = M1(Y, I, Gr, Ma, P, FMI)$
- (2d) $P = \alpha P(FF\$) + (1-\alpha) P(I - locde, Gr, Ma, FMI)$
avec $\alpha = 1$ en régime de taux de change fixe et $\alpha = 0$ sinon.

Les mesures budgétaires impopulaires et populaires, M_n et M_p , sont définies symétriquement en fonction des indicateurs macroéconomiques constatés ou anticipés de la situation intérieure (résumée par Y et I) et extérieure (résumée par D), des contraintes politiques (Gr et Ma), et des pressions extérieures (résumée par l'intervention du FMI). D'après le modèle théorique, l'aide, A , doit retarder l'application de mesures impopulaires (et avoir donc un effet inverse sur les mesures populaires).

La politique monétaire, $M1$, est aussi une fonction de réaction à la situation économique (Y et I) et politique (Gr et Ma), constatée ou anticipée. On suppose que celle-ci diffère suivant le régime de change, dont P dépend, et peut être influencée par la signature d'un accord avec le FMI.

Si la plupart des signes des coefficients des trois premières fonctions de réactions sont a priori théoriquement inconnus, il n'en est pas de même pour l'équation de taux de change. Le gouvernement ne dispose pas de marge de manoeuvre en régime de change fixe, exceptée la dévaluation. La variation de la parité de sa monnaie vis-à-vis du dollar est uniquement déterminée par la variation de la monnaie à laquelle le pays est rattaché (ici le Franc Français pour la zone CFA). En régime de change flexible, les autorités ajustent leur parité en fonction du différentiel d'inflation ($I-locde$). La situation politique intérieure peut aussi obliger le gouvernement à ajuster sa parité, notamment en cas de forts troubles pouvant entraîner une fuite devant la monnaie nationale. Le taux de change est enfin souvent réajusté après accord avec le FMI.

Les déterminants des **mesures politiques** du gouvernement sont directement inspirés du modèle théorique de la section 1 :

- (2e) $M_r = M_r(Gr, Ma, coup)$
- (2f) $M_I = M_I(Gr, Ma, coup)$

Dans le souci de conserver une probabilité suffisante de maintien au pouvoir, le gouvernement réprime en cas de troubles. Parmi ces troubles, la tentative de coup d'État est certainement la plus dangereuse pour les autorités, et donc a priori la plus réprimée. Soit cette tentative échoue et le régime en place réprime les opposants malheureux, soit elle réussit et la répression touche alors les anciens gouvernants, afin d'éviter tout risque de renversement de la situation. La répression a un coût à moyen terme. On s'attend donc à une relation positive entre libéralisation et répression. Le modèle suppose en effet que la répression a une désutilité marginale croissante pour le gouvernement. Plus celui-ci aura réprimé, plus il prendra ensuite des mesures de libéralisation. On retient donc a priori une spécification semblable pour les deux mesures, MI et Mr. L'estimation des équations (2e) et (2f) permettra d'apprécier le coût politique accordé par le gouvernement aux activités de répression selon le type d'événement considéré.

Ayant supposé que les interventions du FMI sont exogènes, le comportement des agents extérieurs est uniquement décrit par une équation d'aide publique au développement :

$$(3) \quad A = A(D, CC, Y, FMI)$$

Un pays est d'autant plus aidé que son endettement est fort, son taux de croissance du revenu par habitant est faible, son solde commercial est déficitaire et qu'il a passé un accord avec le Fonds Monétaire International (par un effet multiplicateur des prêts conditionnels accordés par cette institution).

Méthode d'estimation

L'application de ce modèle aux 23 pays africains pendant les années 80 posait plusieurs problèmes économétriques délicats. L'annexe 2 explique en détail les solutions choisies pour les résoudre. Indiquons seulement les deux principales difficultés. La première tient au caractère endogène de la plupart des variables explicatives, ce qui a conduit à utiliser une méthode d'estimation récursive. La seconde tient à la présence de variables qualitatives. Parmi les 15 équations, six expliquent des variables qualitatives. Ces variables sont seulement ordonnées (la gravité des manifestations augmente de 0 à 3), mais elles ne sont pas quantitatives (la valeur 2 est supérieure à 1, mais on ne peut pas affirmer qu'elle soit double). Le fait qu'elles soient ordonnées représente néanmoins une information importante (que l'on n'aurait pas par exemple si les quatre événements possibles étaient des couleurs), dont on a tiré parti en recourant à des techniques statistiques utilisées en biologie et en micro-économétrie, mais rarement en macro-économie. La solution a consisté à estimer par la méthode du maximum de vraisemblance la probabilité que l'événement Y prenne les valeurs 0, 1, 2 ou 3 par la méthode des probits ordonnés. Dès lors qu'on peut estimer la distribution de ces probabilités, on peut "quantifier" cette information qui est à l'origine ordinale.

Résultats empiriques

Les tableaux 2(a), 2(b) et 2(c) présentent les résultats obtenus en recourant aux techniques économétriques présentées dans l'annexe 2. Nous analyserons ces résultats en considérant successivement les cinq sous-ensembles que nous avons présentés supra.

1a) Les indicateurs économiques

L'équation relative au taux de croissance du PIB/hab. confirme l'influence des politiques économiques et de la conjoncture extérieure. Les coefficients des politiques de stabilisation (Mn) ou de relance (Mp) sont à la fois très significatifs et du même ordre de grandeur en valeur absolue, ce qui montre le caractère symétrique des effets. Les mesures de stabilisation freinent dans l'immédiat la croissance en raison de la réduction de la demande globale, ce qui ne préjuge pas des effets à moyen terme de l'ajustement. Les mesures de relance ont l'effet inverse. Les grèves affectent mécaniquement le taux de croissance de l'économie, par l'arrêt des activités qu'elles provoquent, tandis que les manifestations n'ont pas d'effet direct sur ce taux de croissance. L'aide a un impact favorable sur la croissance du PIB. On vérifie donc empiriquement le modèle théorique. La croissance des exportations et l'accélération passée de l'inflation ont été ajoutées afin de prendre en compte l'influence du commerce extérieur pour les pays africains et le rôle des anticipations de prix sur la croissance du PIB.

Pour **le taux d'inflation**, l'évolution de la masse monétaire joue un rôle déterminant conformément aux thèses monétaristes. Mais le coefficient du taux d'inflation en t-1 dénote la présence d'un effet d'inertie dans les anticipations également important. La variation du taux de change, source d'inflation importée, est aussi significative. Le taux d'endettement a un impact inflationniste en raison des anticipations des agents relatives à la politique monétaire. Un niveau élevé d'endettement en t-1 traduit des difficultés budgétaires permanentes. En cas de déficit budgétaire important, les gouvernements recourent souvent à la fois à l'emprunt extérieur et à l'augmentation de la masse monétaire pour financer ce déficit. Plus ils sont endettés, plus ils recourent au second moyen.

Les deux équations relatives aux **exportations** et aux **importations** confirment le rôle de la demande, extérieure dans un cas, intérieure dans l'autre, et l'efficacité de la politique de change pour stimuler les exportations (ou freiner les importations). De plus, l'augmentation des exportations en t-1 stimule les importations en procurant plus de devises. Les mesures de relance de l'activité, par la hausse des revenus qu'elles entraînent, augmentent la demande de produits importés.

On explique l'évolution du **compte extérieur** en fonction des exportations, des importations et du taux d'endettement.

L'estimation du **taux d'endettement** confirme l'importance de l'effet demande, fonction positive du déficit extérieur passé. On met en évidence d'autre part les différents critères qui orientent les décisions des offreurs : les politiques publiques

passées, l'accroissement du ratio exportations/PIB et l'inflation constatés l'année précédente. On accorde plus de crédits à un pays qui a stabilisé, qui a développé son secteur exportateur et réduit son inflation. Un accord passé avec le FMI est un gage de sécurité. La variation du taux de change passée peut être considérée comme le moyen d'une politique d'ajustement du compte extérieur. Il existe aussi un effet comptable direct, car la dette est libellée en dollars, contrairement au PIB, dont la valeur en dollars diminue si la monnaie locale se déprécie. Le coefficient significativement différent de l'unité de la variable endogène retardée peut s'expliquer ainsi : d'après la valeur de ce coefficient (0.9), tout se passe comme si en moyenne on remboursait chaque années 10 pour cent de la dette en t-1, ce qui représente un ordre de grandeur raisonnable d'après nos informations sur la structure de la dette et les taux d'intérêt. Il s'agit d'ailleurs d'une approximation puisqu'on raisonne sur le ratio dette/PIB et non sur la dette (ce ratio baisse automatiquement en cas de croissance sans endettement nouveau).

1b) Les troubles

Ayant supposé que les tentatives de coup d'État étaient exogènes¹², seules restent à expliquer les manifestations et les grèves. Les risques politiques d'un programme de stabilisation s'avèrent incontestables : les deux coefficients des mesures économiques impopulaires sont significatifs (au seuil de 7 pour cent pour les grèves, de 6 pour cent pour les manifestations). Mais l'inflation est aussi un important facteur de troubles. L'analyse désagrégée des mesures de stabilisation (cf. infra section 5) confirme que ce sont précisément les mesures ayant un impact sur les prix (hausse des impôts indirects, coupure des subventions aux produits alimentaires) qui déclenchent les manifestations.

Le fait que les variables explicatives des manifestations (tableau 2a) interviennent sans décalage indique que la réaction est quasi immédiate. On peut penser que la chute brutale du pouvoir d'achat des populations urbaines pauvres ou assez pauvres est la raison première des manifestations. C'est une réaction inévitable parce que cette baisse du pouvoir d'achat peut être beaucoup plus importante que celles observées dans les pays développés, parce qu'elle frappe des populations dont le niveau de vie est beaucoup plus bas, enfin parce que les institutions politiques ne permettent pas de voter prochainement pour changer le gouvernement. En un sens, ce sont des réactions de la misère ou même du désespoir. Le processus est différent en ce qui concerne les grèves : les mêmes facteurs déclenchent celles-ci, mais avec un délai d'une période. Les salariés ne réagissent à la baisse du salaire réel qu'après un certain temps. Ces différences de comportement s'expliquent par celles de niveau de vie. Les salariés qui font grève appartiennent au secteur moderne et se classent en majorité dans les revenus intermédiaires. Il n'est pas étonnant qu'on observe en

1. Plusieurs études ont essayé d'expliquer les tentatives de coup d'État et les coups d'État en Afrique ou en Amérique latine [cf. Lafay et Lecaillon, (1993), chapitre 8]. Dans le cadre de notre modèle, une telle explication impliquait de faire intervenir, à côté des déterminants économiques, des variables exogènes relativement complexes, représentant, par exemple, l'état des rivalités ethniques ou le poids social de l'armée et de la police. On a donc considéré la variable "tentatives de coup d'État" comme exogène.

l'occurrence un comportement proche de celui en pays développé. En revanche, lorsqu'une hausse brutale des prix des produits alimentaires essentiels entraîne des émeutes, les manifestants sont issus principalement des classes populaires pauvres ou très pauvres¹³.

Si les troubles (grèves et manifestations) dépendent directement du niveau des prix, la conjoncture économique joue aussi un rôle, un rôle modérateur lorsqu'elle est favorable. Ainsi une croissance plus forte du pouvoir d'achat ou une augmentation de l'aide extérieure en $t-1$ ¹⁴ vont diminuer les troubles. En l'occurrence l'aide s'avère un facteur de paix sociale parce qu'elle allège la contrainte budgétaire et donne au gouvernement plus de moyens pour satisfaire des revendications.

On notera enfin qu'il n'y a pas de symétrie entre mesures économiques impopulaires et populaires quant à leurs effets sur la situation politique. Les mesures populaires n'ont pas d'influence significative directe sur les troubles.

2. A priori, les coûts des manifestations sont plus faibles pour les classes pauvres que pour les classes intermédiaires. Inversement, on peut penser que les classes intermédiaires sont plus aptes à supporter les pertes de salaires résultant de grèves que les classes pauvres.

14. L'aide permet d'accroître le niveau de vie de certaines catégories de la population à la fois directement, par redistribution, et indirectement, en stimulant la croissance globale.

2a) Les politiques économiques

Nous concentrerons d'abord notre attention sur le choix entre stabilisation et relance. La décision de stabiliser malgré les risques de troubles est liée manifestement à l'aggravation de l'endettement et aux pressions du FMI. Une suite de déficits extérieurs se traduit par un endettement de plus en plus insupportable qui impose l'ajustement. De plus, si un accord avec le FMI est la condition "sine qua non" pour obtenir de nouveaux prêts, le pays devra ajuster puisque cet accord implique toujours des mesures de stabilisation. En revanche, un pays peut reporter l'ajustement si on lui a accordé plus d'aide et/ou si sa situation s'est améliorée (taux de croissance du PIB/hab. en t-1). Ceci s'explique aisément : l'aide permet de compenser le déficit extérieur et la croissance du PIB va de pair avec celle des exportations, qui procurent des devises pour rembourser la dette et réduire le déficit budgétaire. Enfin, ces mesures sont liées au taux de change, parce que celui-ci reflète à la fois les déséquilibres intérieurs et les déséquilibres extérieurs. La décision de stabilisation est prise sous la contrainte des déséquilibres macroéconomiques et des pressions extérieures, la situation politique présente ne jouant pas de rôle déterminant. En revanche cette situation incite d'une manière significative le gouvernement à prendre des mesures populaires.

Pour comprendre ce changement de politique économique et le retour à un certain laxisme, il faut se référer au cycle politico-économique de l'ajustement, (cf. section 1). D'habitude, après une période de répression, le gouvernement tente de réduire la tension par des mesures de libéralisation politique. Mais dès lors qu'on a pris ces mesures, il devient plus difficile de maintenir une politique de rigueur susceptible de provoquer des troubles. De plus, si le programme de stabilisation qu'on a engagé a réduit les déséquilibres, le gouvernement peut assouplir sa politique économique. Cette amélioration de la conjoncture (taux de croissance du PIB/hab. en t-1) et les mesures de libéralisation politique en t-1 incitent donc à un retour au laxisme comme l'indiquent les deux coefficients très significatifs de ces variables. Le gouvernement est aussi enclin à céder si des grèves se poursuivent parce que celles-ci ne remettent pas en question le régime. Par ailleurs, les mesures populaires, sous forme de rattrapage de salaire en particulier, sont d'autant plus importantes que l'inflation est plus forte.

L'équation expliquant le taux de croissance de la masse monétaire révèle la fonction de réaction des autorités monétaires (à condition de supposer, ce qui n'est pas assuré, que celles-ci aient les moyens de contrôler effectivement la quantité totale de monnaie en circulation et pas seulement l'émission de monnaie Banque centrale). L'estimation confirme notamment que les grèves (mais non les manifestations) incitent à un retour au laxisme monétaire ; que les mesures économiques populaires sont au moins partiellement financées par création monétaire. Elle confirme enfin que l'appartenance à la zone franc correspond à des politiques monétaires significativement plus rigoureuses que dans les autres pays, en raison du contrôle externe exercé par les autorités responsables de la zone.

Pour expliquer la politique de change, il faut d'abord distinguer les pays de la zone franc des autres. Les premiers n'ont pas, par définition, de politique nationale de

change et leur taux de change est simplement celui du franc français avec le dollar. En revanche pour les autres pays, le facteur habituel d'explication, à savoir le différentiel d'inflation avec l'extérieur, est tout à fait significatif. Etant donné les termes de la conditionnalité, la dévaluation est liée aux interventions du FMI.

Enfin la situation politique intérieure, par les mouvements de capitaux qu'elle peut entraîner en cas de troubles, (fuite de capitaux, conversion massive en monnaie étrangère pour se prémunir du risque de change anticipé) a une influence significative sur le taux de change.

2b) Les mesures politiques

Les deux équations relatives à la répression et à la libéralisation politique fournissent d'intéressantes indications sur les choix des gouvernements en Afrique. Les tentatives de coup d'État et les manifestations entraînent de façon quasi automatique des mesures de répression. Dans le cas des tentatives de coup d'État, ce type de réaction violente d'un gouvernement luttant pour sa survie ne saurait surprendre : de tels événements, les rares fois où ils ont eu lieu dans des pays démocratiques industrialisés, ont provoqué des réactions relativement comparables. En revanche, on constate une grande différence quant aux réactions gouvernementales face aux manifestations. L'absence de mécanismes électoraux solidement établis dans les pays en développement étudiés fait que les gouvernements ne peuvent pas résoudre les crises par un recours aux urnes, ni laisser les oppositions s'exprimer dans le calme¹⁵. Tout conflit se transforme en contestation des institutions du régime (et non d'un gouvernement particulier à l'intérieur de ces institutions, comme dans les démocraties des pays industrialisés). En un certain sens, pratiquement toute manifestation porte en germe le coup d'État et incite le pouvoir à une répression rapide et sévère. De ce point de vue, le statut des grèves, qui n'apparaissent pas comme un déterminant empiriquement significatif de la répression, est très différent. Tout se passe comme si les gouvernements considéraient que ce type de troubles sociaux, portant principalement sur des revendications matérielles, ne menaçait pas la stabilité politique. Ce résultat peut avoir des conséquences importantes quant au type de conditions à poser dans les plans d'ajustement. Si le gouvernement doit choisir deux mesures impopulaires aux effets économiques similaires, il lui faut préférer celle qui risque d'entraîner des grèves à celle qui risque de provoquer des manifestations.

L'équation de libéralisation politique est aussi très simple : un gouvernement libéralise après une période de répression, sauf si cette répression résulte d'un coup d'État¹⁶.

15. Comme ce fut le cas par exemple en France en mai 1968, avec l'annonce successivement d'un référendum et d'élections législatives anticipées.

16. En effet on a pour la libéralisation politique l'équation suivante :
libéralisation = -1.0 coup + 2.0 répression
ou = -1.0 coup + 2.0 (0.5 coup + 0.4 manifestations), si l'on se réfère à l'équation de la répression.
Il en résulte que les coups, ou tentatives de coup, n'ont en définitive aucune influence sur le

Cette décision de libéraliser après avoir réprimé s'explique par le contexte politique. Les coûts de la répression augmentent à mesure que celle-ci se prolonge en raison des réactions des pays développés. Le gouvernement préfère alors libéraliser comme nous l'avons vu dans la section 1. Cette équation confirme la différence de statut entre coups d'État et manifestations. Le gouvernement considère que le coût politique de la répression des manifestations est plus élevé que celui de la répression des coups d'État. Un tel comportement montre que la plupart de ces régimes sont autocratiques, mais non dictatoriaux.

3. *L'aide extérieure*

L'équation relative à l'aide montre que celle-ci répond aux besoins des pays : elle décroît si leur croissance économique est plus rapide, ou si le compte extérieur s'améliore, et elle augmente si ces pays ont des difficultés et ont dû s'endetter de plus en plus. L'intervention du FMI joue également un rôle très significatif, ce qui confirme l'effet multiplicateur des "prêts" du FMI. Enfin on note une certaine inertie dans les politiques d'aide, comme en témoigne le coefficient élevé de l'aide/PIB en t-1, soit 0.8. Il existe donc des tendances lourdes à long terme que le FMI peut seulement moduler, en freinant l'aide malgré les besoins d'un pays en difficulté, lorsqu'il ne parvient pas à un accord avec le gouvernement.

En définitive l'ensemble des relations estimées met à notre disposition ainsi pour la première fois un modèle qui permet d'étudier l'ajustement en intégrant simultanément les comportements des gouvernements et des populations. Cette approche est à la fois plus satisfaisante et plus réaliste que celle de modèles purement économiques, qui réduisent le problème de l'ajustement à ses aspects techniques. L'un des intérêts majeurs de ce genre de modèle est qu'il permet d'éclairer par des simulations le choix des gouvernements en matière d'ajustement, et d'examiner leurs conséquences tant économiques que politiques. Tel est l'objet de la section 4.

Tableau 2 (a)

	Mesures économiques impopulaires	Grèves	Manifestations	Répression	Libéralisation politique	Mesures économiques populaires
Aide/Pib t-1	-6.49***		-6.0***			
Taux croissance PIB/hab t-1	-3.72***	-2.99*				5.92***
Intervention FMI	.37***					
dette/PIB t - dette/PIB t-1	1.41*					
Variation taux change	1.36***					
Mesures économiques impopulaires			.22*			
Mesures économiques impopulaires t-1		.16*				
Taux inflation t - taux inflation t-1		1.19**				
Taux inflation			1.52***			1.86***
Tentative de coup d'État				.54***	-1.02***	
Répression					2.04***	
Libéralisation politique t-1						.35***
Grèves						.24**
Manifestations				.42***		
Taux de concordance	76 %	74 %	78 %	74 %	76 %	74 %

Tableau 2(b)

	Taux de croissance PIB/hab	Variation taux de change	Taux de croissance masse monétaire	Taux d'inflation
Constante	-.02***	.008 (3)	.07***	-.2*
Taux d'inflation, hors zone CFA moins taux d'inflation OCDE		.99***		
Taux d'inflation t-1			.39***	.11*
Taux d'inflation t-1 - taux d'inflation t-2	-.06***			
Variation taux de change F.F./\$.91***		
Variation taux de change			.28***	.33***
Grèves	-.009 (1)			
Grèves t-1			.04**	
Manifestations t-1, hors zone CFA		.08**		
Exportations/PIB t-1 - exportations/PIB t-2	.21***			
Intervention FMI, hors zone CFA		.07***		
Aide/PIB	.20***			
Taux de croissance PIB/hab t-1			.31**	
Dette/PIB t-1				.04***
Zone CFA			-.05**	
Taux de croissance masse monétaire				.45***
Taux de croissance masse monétaire t-1	.03 (2)			
Mesures économiques populaires t-1	.02***			
Mesures économiques impopulaires	-.02***			
R ²	.23	.63	.57	.73
Valeur t de Student (1) : 1.5 (2) : 1.5 (3) : 0.6				

Tableau 2(c)

	Exportations/PIB	Importations/PIB	Compte extérieur/PIB	Dettes/PIB	Aide/PIB
Constante	.02*	.13***	.012 (1)	.02 (2)	-.004 (1)
Exportations/PIB			.79***		
Exportations/PIB t-1	.66***	.30***			
Importations/PIB			-.80***		
Variation taux de change	.07***	-.04*			
Variation taux de change t-1				.27***	
Dettes/PIB			-.04***		
Dettes/PIB t-1				.90***	
Dettes/PIB t-1 - dettes/PIB t-2					.02**
Aide/PIB t-1					.80***
Taux d'inflation t-1				-.37***	
Taux de croissance PIB Europe (OCDE) t-1	.006**				
Taux de croissance PIB/hab		.34**			
Taux de croissance PIB/hab t-1					-.04*
Mesures économiques impopulaires t-1				+07***	
Mesures économiques populaires		.034**			
Mesures économiques populaires t-1				-.02*	
Compte extérieur/PIB					-.07***

Notes pour les Tableaux 2(a), 2(b), 2(c).

1. Ordre d'estimation du modèle récursif.

Le modèle est estimé en quatre étapes, de la façon suivante : on estime d'abord l'équation de taux d'endettement, qui ne dépend que de variables exogènes. Puis on estime conjointement les équations de taux de change, d'inflation et de taux de croissance de la masse monétaire par la méthode des doubles moindres carrés et ensuite les six équations à variables endogènes qualitatives, (dans l'ordre : mesures impopulaires, grèves, manifestations, répressions, libéralisations politiques, mesures populaires). Les cinq dernières équations sont enfin estimées conjointement par la méthode des doubles moindres carrés (taux de croissance du PIB/hab, importations/PIB, exportations/PIB, compte extérieur/PIB, aide/PIB).

2. Définition des variables macroéconomiques.

Aide / PIB : aide publique au développement (versements nets d'aide libérale de l'ensemble des pays du C.A.D) / PIB.

Dettes / PIB : dette totale extérieure / PIB.

Inflation : taux de croissance du déflateur du PIB.

Variation du taux de change : Variation du rapport PIB (monnaie locale à prix courants) / PIB (dollars US à prix courants).

Exportations / PIB : exportations de biens & services / PIB

Importations / PIB : importations de biens & services / PIB

Taux de croissance de la masse monétaire : taux de croissance de la masse monétaire au sens M1 (moyens de paiements).

Compte extérieur / PIB : Compte courant de la balance des paiements (avant transferts officiels) / PIB.

3. Le test du rapport de vraisemblance est significatif au seuil de 99.9% pour chacune des 6 équations estimées par la méthode du maximum de vraisemblance.

4. *** indique que la variable est significative au seuil de 1%.

** indique que la variable est significative au seuil de 5%

* indique que la variable est significative au seuil de 10%.

5. Les variables indicatrices sont ici omises.

Section 4

Les enseignements des simulations

Plusieurs simulations ont été effectuées sur la base des équations estimées pour le modèle politico-économique précédent. Comme on va le voir, ces simulations apportent des éléments de réponse originaux à plusieurs questions-clés concernant soit l'ajustement en général, soit la situation particulière du continent africain.

En fonction des acteurs et des enjeux, trois ensembles de questions ont été retenues comme point de départ pour les analyses présentées dans cette section :

- quelles sont les conséquences de certaines décisions des pays développés ou du FMI, comme l'application de plans d'ajustement plus ou moins sévères ou une augmentation massive de l'aide ?
- quels sont les effets économiques, sociaux et politiques d'autres politiques monétaires, ou de change, de la part des pays africains ? Notamment, que se passerait-il en cas de modification de la parité du franc CFA ?
- Quelles conséquences ont les différents types de chocs politiques sur la situation économique et politique des pays du continent africain ?

Avant de présenter les principaux résultats obtenus lors de l'analyse des questions précédentes, il convient de rappeler les bases à partir desquelles les simulations ont été effectuées.

On a d'abord élaboré deux simulations de référence, correspondant aux deux spécifications du modèle pour le taux de change, l'une pour la zone franc, l'autre pour les pays hors zone franc. La comparaison des valeurs obtenues à chaque période avec les valeurs correspondantes des simulations de référence indiquées au tableau 3, permet d'analyser en dynamique l'influence des chocs initialement introduits (politiques économiques particulières, événements extérieurs, etc.). Les résultats et graphiques correspondants sont présentés en annexe 4.

Ces simulations de référence sont calculées en prenant les valeurs moyennes des variables exogènes pour chacune des deux zones. Le modèle est ensuite simulé dynamiquement. Il converge très vite vers un état tel qu'il reproduit les mêmes valeurs d'année en année. Ces valeurs paraissent plausibles d'un point de vue économique et sont données en annexe 3. On obtient ainsi un taux de croissance du produit intérieur brut par habitant quasiment nul pour les deux zones, un taux d'endettement par rapport au PIB proche de l'unité et des taux d'inflation et des variations du taux de change proches des valeurs effectivement observées. La seule anomalie apparente

semble résider dans la coexistence d'un déficit du compte courant stable et élevé et d'un taux d'endettement constant. Les annulations de la dette au cours des années 80-90 expliquent la coexistence d'un compte courant stable et d'un taux d'endettement constant. Dans ce cas, ce taux n'est pas égal à la somme des déficits de la balance courante. Le déficit de la balance courante avant transferts officiels est d'autre part couvert par l'aide, ce qui permet donc d'être en situation de déficit chronique sans accélération de l'endettement.

Ce modèle n'est pas un modèle de prévision, et les deux économies décrites ici (zone CFA, zone non CFA) sont fictives (elles ne correspondent qu'à la moyenne de chacune des deux zones). L'objectif est d'analyser et de comparer globalement des situations ou politiques économiques différentes. La structure du modèle, fortement linéaire, est enfin telle que les différences constatées entre deux simulations sont quasiment insensibles aux valeurs de la situation de référence.

L'indicateur retenu pour les variables qualitatives est la probabilité que l'événement décrit atteigne la valeur 3, ce qui correspond par exemple à des manifestations d'importance nationale et graves. Le lecteur pourra s'étonner des faibles variations absolues de cet indicateur dans de nombreux cas (par exemple, si la probabilité de manifestations graves est dans la simulation de référence de 1 pour cent, de fortes mesures impopulaires peuvent porter cette probabilité à 3 pour cent, ce qui semble peu, et que nous notons cependant 200 pour cent en variation relative). Il faut toutefois comprendre qu'en pareil cas les probabilités de petites ou moyennes manifestations vont fortement augmenter, ce qui globalement aura un effet important¹⁷.

a) *Les politiques des pays développés et du FMI*

Posons la question la plus brûlante dans les débats politiques : le FMI est-il ou non responsable des troubles en période d'ajustement ? On supposera qu'un programme de stabilisation doit être appliqué de toute façon en raison des déséquilibres macro-économiques, par exemple d'un déficit extérieur très important que le pays ne peut plus financer par l'emprunt, faute de solvabilité. Cette hypothèse exclut une autre issue à la crise financière : un rationnement drastique des importations. Cette option n'est envisageable que pour des dictatures à forte capacité répressive, qui peuvent imposer une importante baisse du niveau de vie (suite à cette chute des importations) sans craindre les réactions de la population ni celles de l'étranger (puisqu'elles n'en attendent pas une aide significative).

La simulation consiste donc à comparer les conséquences de deux politiques :

17. Le caractère non-linéaire de la distribution oblige à ne retenir qu'une seule des quatre probabilités. A priori, on peut choisir soit la probabilité de l'événement le plus fort (3), soit celle de l'événement le plus faible (0). En effet, ces probabilités répondent quasi-linéairement aux chocs introduits, et donc aux variations de la variable latente (cf. annexe 2). Il s'agit donc de bons indicateurs de l'évolution des variables qualitatives.

stabiliser avec ou sous intervention du FMI. Ce choix n'est pas un problème purement académique. Au cours des années 80, plusieurs gouvernements africains ont ouvert un débat public qui a été très animé sur cette question. D'habitude l'opinion publique, y compris les opposants au gouvernement, paraissait hostile à l'idée d'une stabilisation en collaboration avec le FMI.

Pour comparer ces deux cas de figure, il faut distinguer les pays de la zone franc et les autres : l'intervention du FMI a une incidence sur la politique du taux de change hors zone franc, mais non dans la zone franc. Considérons d'abord les pays hors zone franc (cf. simulations S1, S2, S3, S4). **Le bilan économique d'une intervention du FMI dans ces pays paraît favorable tandis que le bilan politique est plutôt défavorable.** En effet, en prenant les mêmes mesures de stabilisation la première année, l'intervention du FMI permet à partir de la troisième année d'obtenir une croissance nettement supérieure du PIB/hab. par rapport à celle dans la simulation de référence, ce qui n'est pas le cas si on stabilise sans intervention du FMI. Le compte extérieur évolue plus favorablement pendant les années 2 et 3 si le FMI intervient. Ces performances sont liées à une croissance plus rapide des exportations (du fait de dévaluations plus importantes) et de l'aide extérieure, qui dépend en partie des relations avec le FMI. Mais cette intervention du FMI suscite plus de grèves et de manifestations la seconde année, et par suite plus de répression. A partir de la quatrième année, le bilan politique est plus nuancé : l'intervention du FMI permet d'avoir moins de grèves en raison d'une croissance supérieure du PIB/hab., mais il y a un peu plus de manifestations (la différence est faible) en raison d'une inflation beaucoup plus forte. L'intervention du FMI en est en partie responsable dans la mesure où elle signifie une dévaluation plus forte la seconde année.

Dans le cas de la zone franc, le bilan d'une intervention du FMI n'est pas favorable seulement au plan économique, mais également au plan politique : on a moins de troubles sociaux, moins de répression, plus de croissance. Certes l'intervention du FMI est liée à plus d'inflation, mais l'effet est beaucoup moins important que pour les pays hors zone franc. Notons toutefois que ces pays ne bénéficient pas comme les autres d'une forte croissance des exportations suite à la dévaluation souhaitée par le FMI.

En conclusion, il est clair que les pays de la zone franc ont intérêt à ajuster en collaboration avec le FMI, à la fois pour des raisons politiques et économiques. Pour les autres pays, l'avantage économique est important mais il a un coût politique : plus de troubles pendant la seconde et la troisième années, en raison d'une dévaluation et d'une inflation plus fortes. Malgré tout dès la troisième année, les avantages et inconvénients politiques de la collaboration avec le FMI se compensent.

Ce bilan plutôt favorable au FMI tient à la politique d'aide des pays développés. C'est surtout parce que l'augmentation de l'aide est liée à un accord avec le FMI que cet accord présente ces avantages économiques et politiques. L'intervention du FMI

entraîne par ailleurs un ajustement plus sévère du taux de change qui a des inconvénients politiques immédiats, mais des avantages économiques à plus long terme.

Comme les exportations des pays africains sont orientées principalement vers les pays européens, on peut s'interroger sur les bénéfices pour l'Afrique d'une croissance plus rapide en Europe. On a supposé (cf. simulations S_5 , S_6) un taux de croissance de 5 pour cent chaque année pour le PIB des pays européens Membres de l'OCDE (contre une valeur de référence de 2.2). Comme ce chiffre correspond à une nette amélioration de la situation économique, il a paru raisonnable de faire l'hypothèse d'un changement de comportement dans la politique d'aide des pays développés, de telle sorte que l'aide serait bloquée à son niveau de référence¹⁸. **Les effets de cette croissance plus rapide en Europe sont à peu près les mêmes dans tous les pays, qu'ils appartiennent ou non à la zone franc.** Le rapport exports/PIB augmente nettement : + 4 points dès la quatrième année. Ceci entraîne une croissance un peu plus rapide du PIB et surtout une amélioration importante du compte extérieur. Il en résulte moins de mesures de stabilisation à partir de la troisième année. Dans un premier temps, cet effet est toutefois atténué parce que le développement des exportations permet de s'endetter davantage ; le taux d'endettement, qui incite aux mesures de stabilisation, augmente donc légèrement pendant les années 2 et 3 avant de baisser suite à l'amélioration du compte extérieur.

On bénéficie d'abord d'une baisse des grèves en raison d'une croissance un peu plus rapide du PIB/hab., ensuite d'une baisse des manifestations, notamment dans les pays hors zone franc, parce qu'on a pris moins de mesures impopulaires. Comme il y a moins de troubles, il y a moins de répression. Les mesures de libéralisation politique sont également diminuées, puisqu'il y a moins de répression. Dans l'ensemble, tous ces effets politiques ont une faible ampleur. **L'accélération de la croissance en Europe a donc une incidence économique et politique favorable. Celle-ci reste toutefois limitée.**

L'aide à l'Afrique étant au coeur de nombreux débats parce que l'évolution politique, économique et sociale de cette région préoccupe beaucoup les pays donateurs, on a estimé les conséquences d'une forte augmentation de cette variable (+ 50 pour cent) en une année (simulations S_7 , S_8). De fait, cet effort va se répercuter sur les années suivantes étant donné la valeur très élevée du coefficient de l'aide en $t-1$ (0.8) dans l'équation de l'aide. C'est seulement après 6 ans que l'accroissement est inférieur à 10 pour cent de la valeur de référence. Les conséquences de cet effort des pays donateurs sont importantes dans les pays hors zone franc. Le gouvernement prend beaucoup moins de mesures de stabilisation pour deux raisons : ces mesures dépendent négativement de l'aide en $t-1$ et l'aide stimule la croissance économique,

18. L'aide a toutefois un impact négatif sur le compte extérieur, parce qu'elle augmente immédiatement les importations, puis contribue à une baisse des exportations à partir de la troisième année à cause d'une appréciation du taux de change.

(plus cette croissance est forte, moins on prend de telles mesures). Dès lors qu'on prend moins de mesures impopulaires, il y a moins de troubles et moins de répression et par suite moins de mesures de libéralisation (on a là un cercle politico-économique vertueux). Comme il y a moins de manifestations et de grèves, le taux de change s'apprécie à partir de la deuxième année, ce qui freine l'inflation et renforce la stabilité sociale puisque les troubles sont liés à l'inflation. **On a donc au total des effets politiques bénéfiques, effets qui s'atténuent seulement en fin de période (années 9 et 10), lorsque l'aide se rapproche de son niveau de référence.**

On observe des gains économiques et politiques aussi nets pour les pays de la zone franc. A la différence des pays hors zone franc, la baisse des manifestations n'entraîne pas une appréciation du taux de change. Par suite, le taux d'inflation ne diminue pas en raison d'une telle appréciation, comme c'est le cas dans les autres pays. Enfin, les gains en termes de croissance sont légèrement supérieurs à ceux atteints dans les autres pays. **Ainsi l'aide dans les pays de la zone franc, comme dans les autres, a une influence déterminante, semble-t-il, sur la stabilité politique.** Cette influence reste importante même après 6 ou 7 ans lorsque l'aide se rapproche de la valeur de référence. A l'inverse, toute coupure significative de l'aide aurait des conséquences dangereuses pour la stabilité de ces pays.

b) Les politiques monétaires et de change

Une politique de restriction monétaire a des effets très différents selon qu'il s'agit de la zone franc ou des pays hors zone franc, parce que le taux de change est fixe dans un cas, tandis qu'il dépend du taux d'inflation (plus précisément du différentiel d'inflation avec les pays de l'OCDE) dans le second. Par ailleurs, une baisse de 50 pour cent du taux de croissance de la masse monétaire correspond à des variations absolues différentes, puisque ce taux est beaucoup moins élevé dans les pays de la zone franc (cf. simulations S_9 , S_{10} , S_{11}).

Dans ceux-ci, nous observons l'effet pur en quelque sorte d'une politique monétariste, c'est-à-dire uniquement ses conséquences directes sur l'inflation, abstraction faite de ses effets indirects via le taux de change. D'une part, le taux d'inflation diminue, ce qui explique une baisse des manifestations et par suite moins de répression. Mais l'incidence sur les grèves est beaucoup plus faible, et dès la deuxième année, on note à l'inverse une hausse. Ceci est dû à l'impact négatif d'une politique de restriction monétaire sur la croissance économique. Les salariés réagissent à cette évolution moins favorable de leur niveau de vie en faisant davantage de grèves. **Ces résultats montrent qu'un gouvernement décidé à lutter contre l'inflation peut bénéficier d'un soutien populaire, ou du moins de la stabilité politique, mais au prix d'une croissance un peu ralentie. Pour cette raison, l'opposition plus prononcée des salariés qui en résulte doit être compensée par le soutien d'autres groupes en ville et en zone rurale.**

Dans les pays hors zone franc, la politique monétaire a un impact important sur le taux de change : lorsqu'elle est restrictive par exemple, elle entraîne une forte appréciation de la monnaie nationale. En raison de cet effet indirect, la baisse du taux d'inflation est beaucoup plus importante que dans les pays de la zone franc. Cette appréciation du change freine par ailleurs les importations et contribue à la détérioration du compte extérieur. Cet ensemble de phénomènes explique le coût plus élevé des politiques monétaires restrictives en termes de croissance du PIB/hab dans les pays hors zone franc¹⁹.

Cette appréciation du taux de change entraîne moins de mesures de stabilisation (cf. les équations du modèle). On a par suite beaucoup moins de grèves et de manifestations et ultérieurement moins de répression et de mesures de libéralisation politique et économique. Ce tableau très optimiste doit être toutefois nuancé. Dès la deuxième année, la tendance pour les grèves s'inverse : celles-ci se développent d'année en année, suite à la baisse du PIB/hab., qui est relativement importante par rapport à celle dans les pays de la zone franc.

En matière de taux de change, chacun sait que la première question qui se pose en Afrique est celle de la dévaluation du franc CFA. Des conseils en faveur de cette mesure ont été donnés par le FMI et la Banque mondiale à plusieurs pays africains. Ce problème a fait l'objet de discussions parfois tendues entre ces organisations et des pays qui refusent, avec le soutien de la France, toute idée de dévaluation. **Mais les arguments échangés pour ou contre la dévaluation du franc CFA sont habituellement de caractère économique, alors qu'il est évident que ce problème a aussi une dimension politique importante.** En l'occurrence, il est très utile de disposer d'un modèle politico-économique pour mieux apprécier les effets possibles d'une dévaluation.

La simulation d'une dévaluation de 50 pour cent sans mesure compensatoire, accompagnée par une politique monétaire restrictive (la masse monétaire ne varie pas par rapport à la simulation de référence), montre combien un bilan purement économique peut être trompeur (simulation S_{12}). Certes, on obtiendrait une augmentation des exportations et une amélioration nette du compte extérieur. Mais plusieurs gouvernements pourraient perdre le pouvoir sous la pression des émeutiers, si l'on en croit l'augmentation catastrophique des indicateurs de manifestations et de grèves, qui est due principalement à l'accélération de l'inflation provoquée par la dévaluation. Une telle simulation (dévaluation + politique monétaire restrictive) **montre les risques politiques considérables d'une opération justifiée par ses effets économiques positifs.** On pourrait arguer que dès la seconde année le bilan politique est moins défavorable : on a une baisse des grèves qui compense en partie la hausse des manifestations. Mais ceci n'est pas un argument recevable pour un gouvernement préoccupé par sa probabilité de survie : il ne sert à rien de retrouver

19. C'est seulement après 10 ans que l'impact sur le compte extérieur est nettement atténué, parce que l'appréciation de la monnaie est devenue négligeable.

une certaine stabilité politique la seconde année, si l'on a perdu le pouvoir la première année à cause des émeutes. Certes, cette simulation indique seulement un ordre de grandeur, mais les résistances de certains chefs d'État africains à toute dévaluation du franc CFA, quel que soit le bien fondé des arguments économiques, s'expliquent semble-t-il, par des craintes politiques qui sont justifiées. Faute d'ajustements successifs du taux de change en temps opportun, ils se trouvent confrontés à un problème insoluble politiquement, comme les gouvernements qui ont laissé les subventions aux produits alimentaires de base croître à un point tel que leur suppression brutale met en jeu la survie du régime.

En raison de ce coût politique d'une dévaluation du franc CFA, on a calculé les effets d'une forte augmentation de l'aide (+ 50 pour cent) afin d'éviter des troubles trop graves (simulation S_{13}). Si on accroît ainsi l'aide l'année de la dévaluation, puis dans une proportion décroissante les années suivantes, telle qu'on se rapproche du niveau de référence après une dizaine d'années, les grèves vont beaucoup augmenter la première année en raison de la hausse des prix entraînée par la dévaluation. Mais dès la seconde année elles sont beaucoup moins nombreuses du fait d'une très forte hausse du taux de croissance. Une telle hausse résulte de la conjonction de l'augmentation des exportations provoquée par la dévaluation et de ce surplus d'aide. Comme les manifestations dépendent de l'aide l'année précédente, on enregistre une chute spectaculaire des manifestations à partir de la seconde année (en 1 sur le graphique), après une légère baisse la première année. Le fait qu'on ait beaucoup moins de mesures de libéralisation politique ne doit pas être considéré comme un fait négatif : il est la simple conséquence d'une forte réduction de la répression. On obtient donc à partir de la seconde année un bilan politique très favorable, sans que le gouvernement ait pris le moindre risque de manifestations accrues, à cause de la dévaluation initiale. L'économie atteint une croissance du revenu/hab. nettement supérieure, un compte extérieur plus équilibré et une forte réduction de l'endettement. Comme il y a aussi moins de troubles et moins de répression, il s'agit d'une réussite à tout point de vue.

On pourrait objecter que cette stratégie a un coût élevé pour les pays donateurs qui accroissent leur aide de 50 pour cent la première année. Mais ils vont retirer deux avantages de cette politique : une nette réduction de la dette à partir de la cinquième année et une hausse des importations, qui va accroître les exportations des pays donateurs.

Cette discussion concerne seulement le problème du taux de change du franc CFA et non celui du maintien ou de l'abandon de l'union monétaire entre les pays de la zone. **La relative stabilité politique et monétaire des pays de la zone franc par rapport aux autres laisse penser que le maintien de l'union monétaire, même s'il y a un changement de parité, présente des avantages substantiels pour ces pays.**

c) *L'effet de chocs politiques*

Selon Johnson, Slater et McGovan (1984), l'Afrique est devenue la région "par excellence" des coups d'État. Le modèle permet de simuler les conséquences de ce premier type de choc politique. L'effet immédiat d'une tentative de coup d'État dans les pays hors zone franc est une répression brutale (cf. S_{14}) ainsi qu'une faible libéralisation politique. En effet, les mesures de libéralisation dépendent positivement de la répression, négativement des tentatives de coup d'État. Comme le premier effet domine le second, on a finalement une politique plus libérale. Celle-ci entraîne l'année suivante des mesures économiques populaires, dont nous venons d'exposer les conséquences. Elles sont seulement très modestes, car la variation de l'indicateur libéralisation politique, suite à deux effets de sens opposé, est modérée. **Ainsi tout se passe comme si les tentatives de coup d'État n'avaient pas d'incidence économique significative, parce que ces tentatives et leur conséquence, la répression, restent cantonnées dans le domaine politique.**

A la fin des années 80, les pays donateurs ont manifesté un souci de plus en plus clair à l'égard du respect du droit des personnes dans les pays africains, certains allant même jusqu'à remettre en question leur aide lorsque celui-ci était par trop bafoué. Ces pressions ont coïncidé avec les mouvements de libéralisation dans les pays socialistes d'Europe de l'Est et en URSS, qui ont eu un écho important en Afrique. On peut donc se demander ce qui se passerait si des gouvernements engageaient des politiques de libéralisation en raison de ces changements de l'environnement international, (cf. simulations S_{15} , S_{16}).

Un tel choc exogène (+ 50 pour cent pour l'indicateur de libéralisation) entraîne davantage de mesures économiques populaires l'année suivante. Cette relance signifie plus d'importations et donc un déficit extérieur accru, mais aussi plus de croissance. En raison de cette conjoncture plus favorable, on prend moins de mesures économiques impopulaires. Il y a donc moins de manifestations et de grèves, moins de répression. En fin de période, tous les indicateurs retrouvent à peu près leurs valeurs de référence à l'équilibre. Ce bilan de la libéralisation politique, qui est le même dans les pays de la zone franc et dans les autres pays, est donc favorable : une nette amélioration du climat politique est possible sans qu'elle entraîne un coût économique significatif ; la dégradation temporaire du compte extérieur est à inscrire au passif, mais on bénéficie d'un léger gain de croissance et d'une faible réduction de la dette. Toutefois ce processus risque d'être interrompu si le gouvernement en place se croit menacé et réduit les libertés politiques.

Ces simulations sur des chocs politiques représentent le complément indispensable des simulations précédentes, parce qu'elles montrent qu'il faut appréhender chaque problème d'une manière globale, en tenant compte de toutes les interactions entre politique et économique, au lieu de se limiter à une analyse d'un problème coupée des autres réalités. En second lieu, ces simulations montrent que les pays donateurs doivent avoir une politique cohérente vis-à-vis des pays africains pour éviter des recommandations ou des mesures (politiques et économiques) qui

sont contradictoires. Cette exigence de cohérence est d'autant plus impérative que les sociétés et les régimes politiques de ces pays sont souvent instables et fragiles.

Section 5

Les effets spécifiques des mesures de stabilisation

Nous avons raisonné jusqu'à maintenant dans un cadre macro-économique où toutes les mesures de stabilisation (excepté la politique monétaire et le taux de change) étaient réunies sous une seule rubrique : la variable mesures économiques impopulaires. Dans ce cadre, le gouvernement peut faire seulement un choix : réduire ou non les dépenses publiques (en faisant varier T , cf. section 1, figure 2). Mais comme nous l'avons expliqué section 1, le gouvernement est confronté à un autre choix : modifier ou non la répartition des dépenses publiques entre les dépenses d'intérêt général (dépenses de fonctionnement et d'investissement), qui bénéficient à l'ensemble de la population et pour une part après un délai plus ou moins long, et les dépenses spécifiques, qui bénéficient à des groupes particuliers. Par exemple, des subventions pour les produits alimentaires améliorent le niveau de vie des populations urbaines, mais non celui des populations rurales. De même, des bourses aux étudiants bénéficient à ceux-ci et à leur famille, mais non au reste de la population. Habituellement le FMI fait pression pour diminuer ou même supprimer certaines subventions, afin qu'on préserve, ou réduise moins les dépenses d'intérêt général. Comme nous l'avons montré à l'aide de la figure 3, le FMI souhaite une nouvelle combinaison de dépenses en E' tandis que le gouvernement fait tout son possible pour maintenir une répartition des dépenses publiques qui correspond au point $E1'$.

L'analyse des effets spécifiques des diverses mesures de stabilisation explique ce comportement des gouvernements. Nous avons distingué trois catégories de mesures :

- a) la réduction des dépenses de fonctionnement ou d'investissement
- b) la baisse des salaires ou la réduction de l'emploi dans le secteur public et dans le secteur parapublic (plus l'augmentation de l'impôt sur les salaires)
- c) la réduction des subventions aux biens de consommation²⁰ ou l'augmentation des impôts indirects sur les biens de consommation.

Toutes les mesures citées en b) et en c) ont le même effet : diminuer le niveau de vie de certains groupes. Les premières touchent les salariés du secteur public et parapublic, les secondes frappent une partie ou la totalité des consommateurs urbains.

20. On a ajouté toutes les mesures visant à faire payer en partie un service qui était offert gratuitement auparavant ; par exemple l'imposition de droit d'écolage dans l'enseignement secondaire qui remet en question la gratuité de cet enseignement.

Le tableau 3 indique l'incidence de ces diverses catégories de mesures sur les troubles. Qu'il s'agisse de grèves ou de manifestations, on constate un premier fait qui est essentiel : la réduction des dépenses de fonctionnement et d'investissement n'a jamais d'effet significatif. Pour les grèves, toutes les mesures qui concernent salaires et emploi ont toujours une incidence significative. La raison en est que les salariés qui font grève appartiennent le plus souvent au secteur public et parapublic. La liaison entre intervention du FMI et grève relève de la même explication, dans la mesure où les accords avec le FMI contiennent très souvent des clauses relatives aux salaires et à l'emploi dans le secteur public et parapublic.

Le fait qu'il existe cependant une relation entre les mesures de stabilisation visant les salaires et les manifestations, peut s'expliquer à la fois par un effet direct et par les conséquences des grèves. Une partie des salariés concernés peuvent exprimer leur mécontentement en manifestant. Surtout les salariés sont incités par ces mesures à faire grève, mais dès lors qu'ils ne travaillent pas, ils ont le temps de manifester. Dans ce cas, les manifestations deviennent plus probables s'il y a beaucoup de grévistes.

Toutefois, les manifestations relèvent d'une logique différente : le facteur-clé est la hausse des prix qui entraîne une baisse du niveau de vie de certains groupes. Cette hausse est le résultat immédiat des mesures de stabilisation indiquées en c) ou est liée à l'accélération de l'inflation comme en témoignent les coefficients très significatifs de ces deux variables. En revanche, les mesures indiquées en b) ont un effet peu significatif. Cette différence s'explique par les possibilités de réaction des groupes. Les salariés, notamment ceux du secteur public et parapublic, peuvent réagir autrement qu'en descendant dans la rue. Par exemple, si le gouvernement supprime les subventions aux produits alimentaires de base, les familles les plus touchées sont les plus pauvres, qui vivent le plus souvent d'activités informelles. Mais le fait que ces actifs cessent de travailler n'exercerait aucune pression sur le gouvernement. D'autre part, beaucoup sont si pauvres qu'ils ne pourraient survivre sans les ressources de ces activités informelles. Il en va de même pour une mesure comme la hausse des tarifs pour les transports urbains. Ceux qui sont relativement les plus touchés sont les salariés non qualifiés du secteur privé parce qu'ils doivent faire de longs voyages (des quartiers pauvres ou des bidonvilles aux entreprises), tout en étant les salariés les moins payés. Mais il leur est impossible de réagir en faisant grève, parce que leurs employeurs ne sont pas responsables de cette hausse et, de plus, ils pourraient sur-le-champ embaucher d'autres salariés, étant donné la pression du chômage pour ce genre de main-d'oeuvre. Ces exemples montrent que les groupes qui manifestent sont souvent plus pauvres que les grévistes, et qu'ils n'ont pas d'autre moyen pour protester. Ces manifestations sont dangereuses pour un gouvernement pour plusieurs raisons : il s'agit de réactions de désespoir, de manifestants prêts à continuer quels que soient les risques ; d'autre part ces groupes entraînent facilement d'autres comme les marginaux, les chômeurs, ou les jeunes, notamment les lycéens. Dès lors que ces mouvements ont un caractère cumulatif, qu'ils entraînent des jeunes, la répression devient difficile à mener pour des raisons à la fois éthiques et politiques.

Il faut enfin souligner à quel point la stabilité politique des pays africains dépend de l'aide extérieure. Le coefficient très significatif de l'aide montre que toute coupure de l'aide peut provoquer des manifestations. On peut en déduire réciproquement que l'augmentation de l'aide extérieure est le meilleur moyen d'éviter des manifestations si l'on relève les prix de certains biens et services. L'aide apparaît dans cette mesure comme la condition pour concilier stabilité politique et stabilisation économique.

Le tableau 4 illustre ces résultats en indiquant les probabilités de grève ou de manifestations selon les mesures prises. Comme on l'a expliqué section 2, la marge de variation pour ces deux variables va de 0 à 3 (selon qu'on a aucun trouble, des troubles faibles, modérés ou graves). Dans la simulation de référence (cf. section 4), nous observons une faible probabilité de troubles modérés ou graves (soit 14 pour cent pour les grèves et 11 pour cent pour les manifestations). Des mesures portées au maximum pour les salaires et l'emploi font passer la probabilité de grève de 14 pour cent à 33 pour cent. Les réactions sont encore plus nettes si l'on prend la valeur maximale pour l'accélération de l'inflation : 39 pour cent. Ainsi des grèves sérieuses sont trois fois plus probables dans cette hypothèse.

C'est la même variable portée au maximum qui a l'effet le plus important pour les manifestations avec une probabilité de 43 pour cent au lieu de 11 pour cent. L'augmentation maximale des prix entraînée par les mesures de stabilisation rend des manifestations significatives trois fois plus probables (31 pour cent au lieu de 11 pour cent), tandis que les mesures maximales pour les salaires multiplient cette probabilité par 2 seulement (21 pour cent au lieu de 11 pour cent). A l'opposé, la valeur maximale pour l'aide assure qu'il n'y aura pas de manifestations sérieuses (cf. la probabilité de 1 pour cent).

Ces résultats justifient la stratégie des gouvernements en cas d'ajustement. Souvent, lorsqu'ils ont dû sous la pression du FMI s'engager à couper des subventions, relever les impôts indirects sur des produits de base ou sur les produits pétroliers, ils font ensuite tout ce qu'ils peuvent pour différer l'application de ces mesures ou les atténuer, quitte à amputer davantage les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Ceci s'explique par les risques politiques comparés de ces coupures de subventions et d'une réduction des investissements. Cette dernière mesure touche surtout des petites et moyennes entreprises de bâtiment dispersées dans le pays : ni les patrons ni les salariés ne peuvent protester d'une manière dangereuse pour le gouvernement. Certes la perte drastique des investissements publics aura des effets sur la croissance d'ici quelques années, mais les gouvernements en cas de difficultés, comme dans une période d'ajustement, privilégient leur probabilité de survie et non le taux de croissance du PIB dans cinq ou dix ans. Or il est certain que les mesures de la catégorie c) (coupure des subventions ou augmentation des impôts indirects) sont les plus dangereuses, d'après les résultats des tableaux 3 et 4. Les gouvernements sont en l'occurrence confrontés à un dilemme, car si leurs relations avec le FMI se détériorent trop, celui-ci va interrompre

son programme de coopération. Du coup, le pays ne va pas bénéficier de l'aide attendue, qui constitue le moyen le plus sûr pour assurer la stabilité politique. C'est cette aide qui permet de passer de la courbe correspondant à T^- à la courbe $T^- + A$ (cf. figure 3), et donc d'obtenir l'ordre et la paix sociale en recourant beaucoup moins à la répression. On comprend la stratégie sinieuse des gouvernements face à ce dilemme : ils réduisent autant qu'ils peuvent les mesures du type c, mais sans aller jusqu'à une rupture avec le FMI, qui compromettrait la relance de l'aide extérieure. Ceci explique aussi les réticences de certains gouvernements à l'égard de la dévaluation conseillée par le FMI, ils craignent un surplus d'inflation dont nous avons vu l'impact sur la probabilité de manifestations.

Dès lors des comportements qui peuvent paraître des signes de mauvaise foi (non respect de certains engagements) ou d'irrationalité économique (maintien d'un taux de change surévalué), s'avèrent guidés d'une manière intelligente par les effets anticipés des décisions prises sur la probabilité de survie du régime. C'est précisément à cause de ces effets qu'il est moins difficile pour un gouvernement de réduire les salaires et l'emploi dans le secteur public et parapublic que de réduire les subventions à la consommation. Le gouvernement préfère prendre le risque de déclencher une opposition de l'administration et des grèves plutôt que d'être confronté à des manifestations parce qu'il est plus facile, politiquement, de gérer des grèves, quitte à faire des concessions d'ordre pécuniaire. En revanche, dès lors qu'un gouvernement s'engage dans le cycle manifestations-répression-manifestations, il prend des risques politiques considérables dans tout pays où l'on trouve dans les grandes villes cette conjonction potentiellement explosive de nombreux pauvres, (sous-employés dans le secteur informel ou chômeurs) et d'une jeunesse beaucoup trop nombreuse pour les emplois offerts par le secteur moderne.

Tableau 3. L'incidence politique des mesures de stabilisation

	Grèves			Manifestations	
Dépenses de fonctionnement et investissement			.11 n.s.		-.16 n.s.
Salaires et emploi public	.26**	.29***	.33***	.17 (a)	.24*
Prix biens et services				.30**	.29**
Interventions FMI		.31**	.31**		
Aide/PIB				.5***	-.5***
(Taux d'inflation t - taux d'inflation t-1)	.79*			1.28***	1.32***
Taux de concordance	69 %	71 %	71 %	77 %	78 %

(a) Significatif au seuil de 16 %.

(b) Significatif au seuil de 15 %.

Tableau 4. Les probabilités de grèves et manifestations

Intensité	0	1	2	3
Grèves				
Référence	58 %	28 %	10 %	4 %
Maximum pour :				
Salaires et emploi public	34	33	19	14
Prix biens et services	58	28	10	4
(Taux d'inflation t - taux d'inflation t-1)	28	33	21	18
Aide/PIB	58	28	10	4
Manifestations				
Référence	61	28	6	5
Maximum pour :				
Salaires et emploi public	44	35	9	12
Prix biens et services	33	36	12	19
(Taux d'inflation t - taux d'inflation t-1)	22	35	14	29
Aide/PIB	92	7	1	0

Conclusion

De nombreux PVD, du fait des politiques économiques adoptées auparavant ou sous la pression de chocs exogènes, ont dû procéder à des ajustements sévères, avec pour double objectif de rétablir les équilibres à court terme et d'instaurer des structures plus favorables à l'efficacité économique à long terme. Des stratégies plus ou moins dilatoires ont été parfois essayées, mais leur caractère insoutenable est en général rapidement apparu.

Pendant longtemps, le problème de l'ajustement a été vu comme un problème de pure technique économique. Cependant, l'expérience a montré, parfois de façon dramatique, que cette perspective était beaucoup trop étroite. Pour pallier ce défaut, on a d'abord essayé de prendre en compte la dimension sociale de l'ajustement. Le but était de promouvoir, au moment même de l'application du programme, une certaine équité dans la répartition des sacrifices demandés à des populations déjà démunies au départ. Si cette démarche était en soi une reconnaissance des insuffisances initiales, son inconvénient principal était de laisser croire que le problème central était "social" et non politique. En fait, la priorité, celle des gouvernements comme celle des institutions internationales, était d'éviter que ne soient mis en oeuvre des programmes qui risquaient de provoquer des troubles graves et l'instabilité politique. Cette préoccupation coexistait toutefois avec le souci d'éviter un coût social trop élevé de l'ajustement. Si certains gouvernements se soucient peu de ce coût social, d'autres partagent cette préoccupation avec des organisations internationales et des pays donateurs.

Placer les questions de faisabilité politique au centre du problème de l'ajustement économique permet surtout de constater que les instruments techniques permettant de les étudier scientifiquement font singulièrement défaut. D'un côté, les économistes estiment que cette classe de problèmes sort de leur compétence analytique, de l'autre, il est difficile d'articuler les méthodes développées par les politologues avec les techniques de modélisation qui ont fait le succès scientifique de la science économique depuis les années 60.

Ce problème d'articulation entre l'économique et le politique existe également dans les pays développés, mais la recherche sur ces questions y est sensiblement plus avancée, notamment avec les modèles politico-économiques et l'analyse économique de la politique.

L'objectif de l'étude proposée ici était triple :

- montrer qu'il était possible de transposer les analyses développées pour les pays industrialisés au cas des PVD, et de prendre en compte selon une logique intégrée, l'ensemble des interactions entre économie et

politique observées lors des plans d'ajustement ;

- montrer que non seulement on pouvait construire un modèle théorique du type précédent, mais également procéder à des estimations empiriques de ses principaux paramètres ;
- examiner de façon précise (c'est-à-dire quantifiée et dynamique) l'impact économique et politique d'un plan d'ajustement donné, des différentes mesures d'accompagnement envisageables ou d'une modification profonde du taux de change (dans le cas des pays de la zone CFA notamment).

Le modèle obtenu, sur la base des données observées pour 23 pays africains pendant les années 80, est, à notre connaissance, le premier modèle politico-économique empiriquement évalué pour les PED. Il comporte donc, sans aucun doute, de nombreuses imperfections et plusieurs approximations et simplifications discutables. Nous pensons malgré tout avoir apporté ici une démonstration essentielle, qui, elle, peut difficilement être remise en cause : la construction et l'estimation de ce type de modèle sont possibles dans le cas des PED et l'on peut disposer ainsi d'un cadre d'analyse des décisions publiques profondément renouvelé et plus pertinent que celui offert par ailleurs. Ce cadre pourrait être adapté à chaque pays en tenant compte de ses caractéristiques propres. Celles-ci se traduisent dans les régressions par des effets-fixes qui sont significatifs pour plusieurs pays. Nous ne les avons pas indiqués dans les tableaux 2, 3 et 4, mais leur présence montre qu'on doit moduler les programmes de stabilisation au cas par cas en fonction des spécificités des pays.

Au total, les estimations indiquent que l'ensemble des variables considérées comme endogènes, qu'elles soient économiques ou politiques, peuvent en général être expliquées empiriquement de façon précise. Les coefficients obtenus confirment la présence de fortes interactions entre la sphère politique et la sphère économique. Définir un programme d'ajustement sans tenir de cet état de fait — au nom de la spécialisation technique ou pour toute autre raison — revient simplement à faire des erreurs volontaires de spécification et à avancer des recommandations incorrectes.

D'ores et déjà, les résultats obtenus comportent des enseignements utiles pour les responsables politiques et peuvent guider certaines interventions des pays donateurs et des agences d'aide. Par exemple, les gouvernements peuvent mesurer les avantages politiques d'une politique monétaire restrictive, ou à l'inverse les coûts politiques de l'inflation. De même, les risques politiques d'une dévaluation importante dans un pays de la zone franc sont évalués, alors qu'on les néglige habituellement en ne considérant que les effets économiques de cette mesure. L'analyse des conséquences des diverses mesures de stabilisation dans un cadre désagrégé est également très instructive. Il apparaît clairement que les réductions de dépenses portant sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement n'ont pas d'effet

politique significatif : elles n'affectent ni les manifestations ni les grèves. En revanche, l'augmentation des prix entraînée par une hausse des impôts indirects ou la coupure des subventions s'avère la mesure la plus dangereuse qui soit pour la stabilité politique. La réduction des salaires dans le secteur public et parapublic a également un coût, mais d'une autre nature et moins dangereuse, puisqu'elle accroît la probabilité de grèves. Avec une telle information, un gouvernement peut donc choisir l'ensemble de mesures de stabilisation qui aura le coût politique le plus faible, à même effet de réduction des déséquilibres macroéconomiques. Ce choix ne correspond pas à celui du programme de stabilisation ayant le coût social minimum, étant donné que les réactions politiques de groupes à revenu intermédiaire peuvent être plus dangereuses pour un gouvernement que les réactions des pauvres.

Par ailleurs, les simulations présentées dans la section 4 intéressent directement les agences d'aide et les pays donateurs, en montrant l'impact d'une aide plus élevée sur la vie politique du pays bénéficiaire, en calculant le montant d'aide requis pour compenser les effets déstabilisateurs d'une dévaluation dans les pays de la zone franc, ou en estimant les effets d'une libéralisation politique. Le fait qu'une telle libéralisation n'a pas de coût économique significatif va à l'encontre de certains propos sur le caractère prématuré d'une démocratisation dans les pays africains.

Ainsi qu'il s'agisse des gouvernements ou des responsables de l'aide, il est clair qu'une telle démarche d'intégration cohérente de l'économie et du politique guide mieux les décisions que l'approche dichotomique habituelle, où soit l'on choisit une mesure économique sans prendre en compte ses effets politiques, soit l'on refuse une telle mesure au nom d'arguments politiques arbitraires.

Bibliographie

AGRESTI, A. (1984), *Analysis of Ordinal Categorical Data*. New York, J. Wiley & Sons, Inc.

ALESINA, A. (1988), *Macroeconomics and Politics*, in Fischer, S. ed.

AMEMIYA, T. (1979), *The Estimation of a Simultaneous-Equation Tobit Model*. *International Economic Review* 20 : 169-181.

AMEMIYA, T. (1985), *Advanced Econometrics*. Cambridge. Harvard University Press.

BANQUE MONDIALE, (1991), *Rapport annuel*, Washington ; Banque mondiale.

BERTHÉLEMY, J.C., et C. MORRISSON, (1989), *Développement agricole en Afrique et offre de biens manufacturés*, Paris, OCDE, Centre de Développement.

BOROOAH, V., et F. SCHNEIDER, (1991), eds, *Politico-Economic Modelling*, *European Journal of Political Economy*, Special Issue, 7 (4) : 435-638.

BOURGUIGNON, F., J. DE MELO, et C. MORRISSON, (1991), *Adjustment with Growth and Equity*, *World Development*, Special Issue, 19(11) : 1483-1651.

BOURGUIGNON, F., et C. MORRISSON, (1992), *Ajustement et équité dans les pays en développement*, Paris, OCDE, Centre de Développement.

BRETON, A., et R. WINTROBE, (1982), *The Logic of Bureaucratic Conduct*, Cambridge, Cambridge University Press.

COX, D.R., (1970), *The Analysis of Binary Data*. Londres : Chapman & Hill Ltd.

EATON, J., M. GERGOVITZ et J. STIGLITZ, (1986), "The Pure Theory of Country Risk", *European Economic Review*, XXX, 515-519.

FISCHER, S., (1988), ed. *NBER Macroeconomic Annual*, Cambridge : MIT Press.

FREEMAN, D.H. Jr. (1987), "Applied Categorical Data Analysis", *Statistics : Textbooks and Monographs*, vol. 79, New York: Marcel Dekker, Inc.

FREY, B.S., et F. SCHNEIDER, (1986), "Competing Models of International Lending Activity", *Journal of Development Economics*, 20 : 225-245.

FREY, B.S., et R. EICHENBERGER, (1992), *The Political Economy of Stabilization*

Programmes in Developing Countries, Technical Paper n° 59, Paris, OCDE, Centre de Développement.

FREY, B.S., (1991), "Forms of Expressing Economic Discontent", in H. Norpoth M.A. Lewis-Beck and J.D. Lafay.

GOURIEROUX, C., A. MONFORT, et A. TROGNON, (1984), "Estimation and Test in Probits Models with Serial Correlation" in Florens, Mouchart, Raoult, Simar, "Alternatives Approaches to Time Series Analysis", Bruxelles, Publications Université St.Louis.

HSIAO, C., (1986), "Analysis of Panel Data". *Society of Econometrics Monographs*. Cambridge, Cambridge University Press.

JOHNSON, T.H., R.O. SLATER et P. MCGOVAN, (1984), "Explaining African Military Coups d'État, 1960-1982", *American Political Science Review*, 78 (3) : 622-640.

LAFAY, J.D., (1981), "Empirical Analysis of Politico-Economic Interaction in the East European Countries", *Soviet Studies*, 33 (3) : 386-400.

LAFAY, J.D., et J. LECAILLON, (1993), *La dimension politique de l'ajustement économique*, Paris, OCDE, Centre de Développement.

MARCHÉS TROPICAUX, numéros hebdomadaires de 1980 à 1990, Paris.

MUELLER, D.C., (1989), *Public Choice II*, Cambridge: Cambridge University Press.

NANNENSTADT, P., et M. PALDAM, (1992), The VP-Function. A Survey of the Literature on Vote and Popularity Functions, Miméo, Institute of Economics, Aarhus University.

NELSON, F., et L. OLSON (1978), "Specification and Estimation of a Simultaneous Equation Model with Limited Dependent Variables" *International Economic Review* 19 : 695-709.

NORPOTH, H., M.A., LEWIS-BECK, et J.D. LAFAY, (1991), *Economics and Politics : The Calculus of Support*. Ann Arbor, University of Michigan Press.

O'KANE, R.H.T., (1981), "A Probabilistic Approach to the Causes of Coups d'État", *British Journal of Political Science*, 11 (3) : 287-308.

PALDAM, M., (1987), "Inflation and Political Instability in Eight Latin American Countries 1946-83", *Public Choice*, 52 (2) : 143-168.

PALDAM, M., (1993), The Socio-Political Reactions to Balance of Payments

Adjustements in LDCs, Miméo, University of Aarhus.

SCHNEIDER, F., et B.S. FREY, (1988), "Politico-Economic Models of Macroeconomic Policy : A Review of the Empirical Evidence", in Willett ed.

SIDELL, SR., (1988), *The IMF and Third-World Political Instability. Is There a Connection ?*, Londres : The Macmillan Press Ltd.

STIMSON, (1985), "Regression in Space and Time : A Statistical Essay", *American Journal of Political Science*, 29 (4) : 914-947.

TODARO, M.P., (1989), *Economic Development in the Third World*, New York : Longman, 4th Edition.

VAUBEL, R., (1991), "The Political Economy of the International Monetary Fund : A Public Choice Analysis", in Vaubel and Willett eds.

VAUBEL, R., et T.D. WILLETT, (1991), eds *The Political Economy of International Organizations : A Public Choice Approach*, Boulder: Westview Press.

WILLETT, T.D., (1988) ed., *Political Business Cycles : The Political Economy of Money, Inflation, and Unemployment*, Durham: Duke University Press.

Annexe 1

Classification des événements politiques et économiques

A. Mesures économiques (-3 à -1 correspondent à une politique plus sévère et +1 à +3 à une politique plus laxiste).

201	dépenses de fonctionnement	-3 ... 0 ... +3
202	dépenses d'investissement	idem
203	subventions à des biens de consommation	idem
204	subventions à d'autres biens	idem
205	politique monétaire	idem
206	impôt sur le revenu ou le salaire	idem
207	politique salariale	idem
1)		(blocage en nominal = -
208	politique d'emploi	idem
209	privatisations, restructurations d'entreprises parapubliques (valeur négative) ou nationalisations (valeur positive)	idem
210	politique douanière (hausse des tarifs = valeur négative)	idem
211	contrôle des importations (valeur négative) ou libéralisation (valeur positive)	idem
212	dévaluation (valeur négative)	-1 ... -3
213	impôt sur les biens de consommation	+1 +2 +3
214	impôt sur les produits pétroliers et dérivés	+1 +2 +3
215	prix au producteur	-3 ... 0 ... +3
216	prix au consommateur	idem
217	contrôle des changes	
218	aide aux chômeurs, aux pauvres	+1 ... +3

B. Troubles

310	grève, secteur non précisé	+1 ... +3 : intensité du conflit
311	grève, secteur public	idem
312	grève, secteur parapublic	idem
313	grève, transports	idem
314	grève, industrie	idem
315	grève, tertiaire (hors transports)	idem
316	grève, lycée, université	idem
321	manifestations urbaines +1 ... +3 : intensité	du conflit
322	manifestations, troubles dans les universités	idem
323	manifestations rurales	idem
324	simple déclaration ou appel contre la politique du gouvernement	
341	simple tentative de coup d'État (peu de personnes, pas de victime)	
342	tentative avec moyens importants (aucune victime)	
343	tentative avec moyens importants (victimes)	
344	coup d'État avec moyens, sans victime	
345	coup d'État avec moyens et avec victimes	

C. Mesures de répression

420	état d'urgence	
421	arrestations, mise en prison	+1 ... +3
422	moyens supplémentaires pour police, armée	idem
423	moyens supplémentaires pour censure, propagande (journaux, TV)	idem
424	violences et exécutions sommaires au cours de répression	
425	procès et exécutions	idem

426	interdiction grève, manifestation	
427	interdiction de tout débat politique ou réunion, de journaux, de parti ou syndicat	
428	fermeture école, université	
429	contre-manifestation "officielle"	
451	libéralisation de prisonniers politiques	+1 ... +3
452	abandon de poursuites judiciaires, réhabilitation, retour de condamnés exilés	idem
453	mesures en faveur multipartisme, droits de l'homme	idem
455	levée état d'urgence	
456	levée d'une interdiction de grève, de manifestation	
457	levée d'une interdiction de réunion, de journal, de parti ou de syndicat	
458	ouverture école, université	
D. Financement extérieur		
501	prêt FMI	
502	prêt Banque mondiale	
503	réaménagement dette, club de Londres	
504	réaménagement dette, club de Paris	

(L'annexe 2 - Econométrie du modèle politico-économétrique - n'est pas reproduite dans ce document pour des raisons techniques - se référer à la version papier.)

Annexe 3 Simulations de référence

	Zone Franc (%)	Hors Zone Franc (%)
Taux de croissance du PIB/hab	-0.4	0.3
Taux d'inflation	6.3	16.1
Importations/PIB	31.8	33.0
Exportations/PIB	27.4	29.5
Compte extérieur/PIB	-8.3	-6.1
Dette/PIB	98.6	97.4
Grèves		
Probabilité (Y=0)	72.8	72.8
Probabilité (Y=1)	20.8	20.8
Probabilité (Y=2)	5.2	5.2
Probabilité (Y=3)	1.2	1.2
Manifestations		
Probabilité (Y=0)	80.6	68.5
Probabilité (Y=1)	15.9	23.9
Probabilité (Y=2)	2.1	4.1
Probabilité (Y=3)	1.4	3.5
Mesures impopulaires		
Probabilité (Y=0)	15.6	9.6
Probabilité (Y=1)	18.6	14.6
Probabilité (Y=2)	32.3	31.1
Probabilité (Y=3)	33.6	44.7
Mesures populaires		
Probabilité (Y=0)	71.5	61.5
Probabilité (Y=1)	17.7	21.6
Probabilité (Y=2)	10.4	15.9
Probabilité (Y=3)	0.5	1.0
Variation du taux de change	3.6	14.8
Taux de croissance de la masse monétaire	6.3	18.1
Répression		
Probabilité (Y=0)	64.3	55.8
Probabilité (Y=1)	22.6	25.8

Probabilité (Y=2)	10.5	14.2
Probabilité (Y=3)	2.6	4.2
Libéralisation		
Probabilité (Y=0)	92.7	90.1
Probabilité (Y=1)	6.1	8.1
Probabilité (Y=2)	1.1	1.7
Probabilité (Y=3)	0.1	0.1
Aide/PIB	10.6	10.1

(L'annexe 4 - Simulation - n'est pas reproduite dans ce document pour des raisons techniques - se référer à la version papier.)